

# LA GAUCHE COMMUNISTE

## OPPRESSION DE LA FEMME ET RÉVOLUTION COMMUNISTE

### Table des matières

PRÉSENTATION.....	2
OPPRESSION DE LA FEMME ET RÉVOLUTION COMMUNISTE.....	5
1-ORIGINE DE L'ESCLAVAGE DE LA FEMME.....	5
*LA PREMIÈRE DIVISION EN CLASSES DE LA SOCIÉTÉ.....	6
* LA SOUMMISSION DE LA FEMME DANS LES SOCIÉTÉS DE PROPRIÉTAIRES.....	7
* « LE COMMUNISME PRIMITIF ».....	8
* AUCUNE DISTINCTION ENTRE PROSTITUEE ET FEMME LEGALE.....	11
2- NAISSANCE ET DISSOLUTION DE LA FAMILLE BOURGEOISE.....	13
* LA REALITE DE LA FAMILLE PROLETARIENNE.....	16
* PATRIE ET FAMILLE, CHAMPIONS DU GASPILLAGE SOCIAL.....	20
3 -LA QUESTION FÉMININE MODERNE.....	22
* L'UTOPIE DU FEMINISME INTERCLASSISTE.....	22
* LA CONDITION DE LA FEMME PROLÉTAIRE.....	27
4- LE PARTI FACE AUX REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES.....	28
* LE DROIT DE VOTE.....	30
* LA LIBERTÉ DE DIVORCE.....	31
* LE DROIT À L'AVORTEMENT CONTRE L'ATROCITE DE L'AVORTEMENT CLANDESTIN.....	32
* SEUL LE COMMUNISME LIBÉRERA LA PLEINE INDIVIDUALITÉ ET SOCIALITÉ DE LA FEMME.....	37
5- CONVERGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE ET DE LA LUTTE D'ÉMANCIPATION FÉMININE.....	39
* CRÉER UN MOUVEMENT DE MASSE SOUS LA DIRECTION DES COMMUNISTES.....	40
* POUR DIRIGER LES REVENDICATIONS FEMININES CONTRE L'ETAT BOURGEOIS.....	44
6- CONCLUSION.....	48
ARCHIVES.....	50
THÈSES DU III ÈME CONGRÈS DE L' INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA PROPAGANDE PARMIS LES FEMMES (JUILLET 1921).....	50
Thèses pour la propagande parmi les femmes.....	50
* PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	50
* MÉTHODES D'ACTION PARMIS LES FEMMES.....	54
* LE TRAVAIL POLITIQUE DU PARTI PARMIS LES FEMMES DANS LES PAYS DE RÉGIME SOVIÉTIQUE.....	56
* DANS LES PAYS CAPITALISTES.....	57
* DANS LES PAYS ÉCONOMIQUEMENT ARRIÉRÉS (L'ORIENT).....	58
* MÉTHODES D'AGITATION ET DE PROPAGANDE.....	59
* STRUCTURE DES SECTIONS.....	62
* LE TRAVAIL À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.....	63
Résolution concernant les relations internationales des femmes communistes et le secrétariat féminin de l'Internationale Communiste.....	63
Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes.....	64

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: la ligne qui va de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des blocs partisans, la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors des politiques personnelles et électorales.**

## PRÉSENTATION

Lors des événements de 1952, que nous définissions alors comme « au ras des pâquerettes », on nous arracha des mains la revue Prometeo et le journal Battaglia Comunista, qui avaient été les porte-drapeaux de la Gauche. Nous dûmes concentrer tous nos efforts sur le journal qui se transformait en journal-revue : Il Programma Comunista. A la Suite de certains événements plus récents, qui pour être toujours au ras des pâquerettes n'en furent pas-moins de bas étage, on nous a aussi retiré des mains Programma, qui, pendant vingt ans, avait représenté la continuité programmatique et théorique de la Gauche. Pendant ces deux décennies, un travail colossal, aussi bien en qualité qu'en quantité, a été abattu par le petit parti, qui peut être comparé avec un juste orgueil communiste à celui des Bolcheviks. C'est avec un autre organe presse, "Il Partito Comunista", et avec des forces plus réduites qu'il nous a fallu continuer la bataille de toujours sur tous les fronts avec l'intention spécifique de maintenir le petit parti sur la voie révolutionnaire même si celui-ci était devenu encore plus petit à la suite de la "sale scission", pour reprendre Lénine, de novembre 1973.

Pour continuer le devoir de diffusion internationale de la doctrine révolutionnaire qui a déjà été accompli en France par les périodiques Programme Communiste et le Prolétaire, avant qu'ils ne subissent le sort qu'a connu Programma, nous reprenons avec ce numéro la publication en langue française de la revue théorique du parti, qui par sa seule dénomination, tient à revendiquer la continuité parfaite indiscutée avec le programme marxiste monolithique, continuité de lutte qui, depuis la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale, ne peut se retracer qu'en reprenant la tradition des positions et des thèses soutenues par la Gauche Communiste.

Il nous semble essentiel de répéter que la revue ne contiendra pas d'articles et de textes « signés », selon le mode bourgeois. Même s'il s'agit de la réimpression, nécessaire, de nos anciens et de nos plus récents textes de parti, cela ne saurait satisfaire les ambitions d'auteur dont certains ont cru bon de se glorifier.

Même les ennemis du communisme et au premier chef les partis traîtres, qui croyaient s'être libérés du nécessaire travail théorique, doivent régler leurs comptes avec les principes, le but et le programme, même si c'est pour les nier. Nous retenons comme une victoire communiste au niveau théorique et doctrinal que ces sales partis, qui osent se qualifier de noms glorieux de communiste et de socialiste, soient contraints d'abandonner jusqu'au lexique marxiste et de s'exprimer avec le vocabulaire immédiate vulgaire et inconsideré des classes bourgeoises typique de l'«intelligentsia» petite-bourgeoise, universitaire et académique, réduite au scepticisme et au possibilisme, qui traduit sa disponibilité constante à hurler avec les loups.

Nous revendiquons comme une victoire de notre école révolutionnaire que les forces les plus obscurantistes de cette société capitaliste comme l'Église catholique, doivent, sous la pression inéluctable des contradictions économiques, sociales et politiques, qui sont de puissants accélérateurs de la dissolution de la société actuelle, en prévision de la renaissance des conditions

d'un nouvel assaut révolutionnaire du prolétariat international, doivent donc reprendre avec intransigeance et détermination leurs doctrines anti-prolétariennes, anticommunistes et anti-révolutionnaire, et nous le tenons pour un avertissement des classes possédantes à défendre les "valeurs" derrière lesquelles se cachent leurs intérêts de classes privilégiées. Mais la théorie est une arme et c'est aussi une arme pour nos ennemis. C'est un instrument de guerre, non d'arbitrage entre les classes. Le marxisme révolutionnaire est la doctrine du prolétariat, non celle des autres classes, encore moins celle de l'humanité indifférenciée. C'est une doctrine spéciale, en même temps passion et science. C'est le passé, le présent et le futur de l'humanité qui travaille. C'est le communisme.

Si le texte qui suit et le titre qu'on lui a donné n'appellent pas d'autres commentaires, et si on ne pouvait se reposer d'écrire un "essai" sur l'oppression millénaire de la femme dans la société de classe, c'est parce que, d'une part il y a société de classe et que, d'autre part l'oppression de la femme ne pourra être résolu que dans la société sans classe et sans Etat, par le communisme.

C'est ainsi qu'on propose au lecteur un texte écrit par plusieurs auteurs, d'époques différentes qui, dans l'arc historique de plus d'un siècle, représente l'interprétation organique et univoque de la question féminine selon la tradition du parti et la méthode du marxisme révolutionnaire, invariant dans le temps et dans l'espace, jusqu'au jour où il n'y aura plus une seule femme écrasée par la double oppression à laquelle la soumet le régime de la propriété privée.

C'est la démonstration que nous n'avons rien à inventer, à découvrir, à proposer sur la question, que la théorie générale de la classe prolétarienne ne connaisse déjà.

Mais il faut souligner que cette connaissance théorique et historique, bien que nécessaire dans un premier temps, ne suffit pas, et ne se réduirait qu'à des propos purement académiques si on ne devait pas en tirer des indications de lutte, de programme et d'action politique pour traduire cette dialectique de la connaissance en une dialectique opérationnelle et dynamique, en une action tactique de parti.

Les événements de ces derniers 50 ans mettent en relief les formes et les moyens imaginés par les différents régimes bourgeois, démocratiques, fascistes, puis de nouveau démocratiques pour perpétuer cette ancestrale oppression dans notre société propriétaire et capitaliste. En substance, la soi disant reconnaissance de la parité des deux sexes revient, dans le meilleurs des cas, à tendre vers une égale exploitation économique et sociale de l'ouvrier et de l'ouvrière.

A l'oppression de la femme en tant que femme, s'ajoute pour la prolétaire l'oppression du travail salarié qui transforme de plus en plus, pour ainsi dire, la femme en « homme ». Si le travail salarié constitue l'exaspération de l'exploitation féminine, il est par là même, dialectiquement, la condition de la libération réelle, c'est-à-dire sociale des femmes, de toutes les femmes.

La transformation capitaliste de l'économie offre aux femmes les moyens sociaux et politiques de leur émancipation à travers la lutte révolutionnaire de la classe prolétarienne pour le communisme. C'est ce sens fondamental et primordial que ce texte entend reprendre et proposer.

D'aucuns ont cru bon, dans le plus pur style opportuniste de manœuvrer habilement dans les rangs du féminisme radical, au point d'avaliser d'hypocrites chiffons de réformes, accréditant de communiste une manœuvre du seul fait qu'elle a été proposée par de soi-disant communistes. C'est

oublier qu'on cesse d'être communistes à partir du moment où l'on ne **se comporte pas en communistes**. Le parti politique de classe, avec toutes les limites que lui imposent aujourd'hui des circonstances rendues difficiles par suite d'un vaste et vigoureux redéploiement de forces, indique aux femmes la revendication du total affranchissement social en les appelant à exiger, dès aujourd'hui, non pas des reconnaissances juridiques, juste bonnes à leur concéder des titres de propriété, qui n'intéressent donc que la femme bourgeoise, mais des conquêtes matérielles, dont la solidité repose dans tous les cas dans l'emploi des méthodes et de l'organisation de lutte de la classe ouvrière et dans la mobilisation de classe.

L'aspect le plus honteux et le plus lamentable nous est donné par l'ex-parti communiste devenu national et contre-révolutionnaire, depuis qu'il est passé dans le camp de la défense de l'Etat bourgeois. Ce parti accomplit tous les efforts pour conserver l'institution familiale bourgeoise, en la qualifiant de "démocratique". Il suffisait d'un adjectif pour résoudre le problème, la famille démocratique s'opposant à la famille "traditionnelle" où la femme est "démocratiquement" esclave. A celle-ci, le monde bourgeois offrirait la même fausse solution que celle qu'on a imposée à la classe ouvrière : la dictature démocratique du capital au lieu de la dictature fasciste.

L'émancipation de la femme passe nécessairement par son association à la lutte des exploités. La cause de la libération du sexe féminin est indéfendable, si elle est isolée de celle de la destruction de toute forme de propriété privée sur les moyens de production et de répartition, sans participation consciente et volontaire des femmes à l'organisation et à la réalisation de la vie collective, sans le communisme. Le féminisme bourgeois, au contraire, prévoit et œuvre pour la solidarité de la femme prolétaire avec la bourgeoise, exclut à priori l'appel aux méthodes de la lutte de classe, et donne l'illusion aux femmes opprimées qu'il est possible, en dehors du conflit Prolétariat-Capital de réaliser avec la seule mobilisation des femmes contre les hommes, les droits et l'égalité sociale, qui, dans cette société ne sont jouissibles que par des minorités exigües de femmes de la haute bourgeoisie dont une minorité intellectuelle, qui se haussent au niveau des hommes de leur propre classe, grâce justement à l'exploitation et à l'abrutissement de la grande masse des femmes. Toute concession à l'idéologie féministe se traduit par le renforcement des chaînes avec lesquelles le régime actuel lie l'immense majorité des femmes.

Sans la mobilisation des femmes qui se battent pour le communisme, le choc contre le capitalisme est impossible, et impossible la victoire, sans la libération sociale et individuelle de la femme ; tout pas en avant vers le communisme, pour les femmes comme pour les hommes, passe par la destruction de l'oppression d'un sexe sur l'autre car l'oppression d'un sexe abrutit encore plus et rend conservateur l'autre ; ce sont les partis opportunistes du régime démocratico-bourgeois qui sont aujourd'hui l'obstacle principal à l'engagement féminin. En luttant contre ces partis, donc contre l'actuel régime, on ouvre aux femmes la possibilité de choisir leur camp dans la lutte sociale, dans la conquête de la véritable émancipation politique, dans le sens où il est nécessaire d'associer leur lutte aux perspectives du parti communiste révolutionnaire, en vue de la lutte finale contre le système capitaliste, **pour le renversement de la bourgeoisie et la destruction de son Etat, pour la prise du pouvoir par le prolétariat et la dictature du Prolétariat en vue d'abolir les rapports de production capitalistes et le passage au Communisme.**

Ceci est un texte de lutte, un cri de guerre contre un monde ennemi, c'est un texte que seul le

parti de la classe peut diffuser et pas seulement aux prolétaires mais à tous les opprimés de cette ignoble société. C'est un appel antidémocratique et anticapitaliste qui provient du programme de la Gauche Communiste, vision complexe de l'effondrement général pour la future société.

## OPPRESSION DE LA FEMME ET RÉVOLUTION COMMUNISTE<sup>1</sup>

*« Le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale ». L'Anti-Dühring(1878)*

### 1-ORIGINE DE L'ESCLAVAGE DE LA FEMME.

*« Durant les dernières décennies de notre développement, dans toutes les couches sociales, on a constaté une conscience toujours plus vive et plus forte et une certaine inquiétude; qui sont des indices évidents de ce que la société sent le sol se dérober sous ses pieds. Une foule de questions remontent peu à peu à la surface; autour desquelles se déroule une lutte pour leur résolution. Parmi elles, une des plus importantes, qui attire à elle d'une façon toute particulière l'attention générale: c'est la question féminine. Il s'agit de déterminer la place que doit occuper la femme dans notre corps social, afin qu'elle puisse devenir d'une part un élément actif et vigoureux de la société humaine, avec la parité et la plénitude des droits ; et qu'elle puisse d'autre part exercer ces droits et diriger sa vie comme bon lui semble.*

*« La femme et l'ouvrier ont depuis longtemps cela en commun : tous deux sont opprimés et l'oppression, malgré les changements formels dont elle peut être l'objet, existe toujours. Si nous examinons l'histoire , nous voyons que, tant la femme que l'ouvrier, sont arrivés seulement depuis peu à acquérir la conscience de leur condition servile; mais la femme, moins que l'ouvrier, puisqu'elle se trouve en général dans des conditions pires que lui, et qu'elle a été et est considérée et traitée par ce dernier comme un être inférieur(...). Maintenant puisque tant la femme que l'ouvrier se trouvent à divers égards dans des conditions sociales similaires et que tous deux sont opprimés, la femme a un droit de priorité face à l'ouvrier. La femme est le premier être humain à subir la servitude, et elle fut esclave avant même que n'existe l'esclavage. Toutes les oppressions sociales ont leurs racines dans la dépendance économique de l'opprimé par rapport à l'opresseur. La femme se trouve dans cette situation depuis les temps les plus reculés jusqu'à aujourd'hui(...) .*

*« L'opprimé a besoin qu'on le stimule et qu'on l'encourage, car il lui manque la force et la capacité d'initiative. Du temps de l'esclavage, et du servage comme à l'époque moderne avec le prolétariat, il y a toujours eu agitation et lutte pour la liberté et l'émancipation de la femme, lutte intimement liée avec celle que livrent les prolétaires". (Bebel: La Femme et le socialisme)*

Voici une première affirmation marxiste très importante: autant dans la lutte d'émancipation de la femme que dans la lutte d'émancipation du prolétariat, la conscience de cette nécessité est apportée aux opprimés de l'extérieur, c'est-à-dire par le parti de classe. C'est le parti qui doit faire siennes

<sup>1</sup> Paru dans notre organe italien Comunismo n°2 -1979.

toutes les revendications tendant à cette émancipation et organiser l'action pratique nécessaire dans le but de développer dans la masse des femmes opprimées la conscience de la nécessité de la lutte. Pour justifier cette position de parti, il est nécessaire de remonter aux origines de l'oppression de la femme, c'est-à-dire au début de la division en classes de la société.

### \*LA PREMIÈRE DIVISION EN CLASSES DE LA SOCIÉTÉ.

Quand naît la question féminine? Avec la fin de la communauté gentilice et le début de la famille *monogamique*, base de la propriété privée; avec la famille monogamique commence l'époque d'accumulation primitive des moyens de production et de richesse: la famille deviendra une vraie unité productive qui consacrera l'esclavage complet de la femme, de toutes les femmes. Il n'y a pas eu développement graduel, selon une évolution indolore de la communauté primitive à la famille monogamique, mais une véritable usurpation de pouvoir d'une partie du "peuple" - les mâles - pour soumettre l'autre partie du "peuple" - les femmes-, les uns comme les autres écrasés par la propriété privée dont la nécessaire apparition a eu comme conséquence la destruction des formes de vie communistes.

Dans la communauté primitive, la femme était socialement l'égale de l'homme: il existait seulement une division de fonctions, mais qui ne donnait pas droit à la domination d'un sexe sur l'autre car toutes les activités (de l'homme comme de la femme) étaient des fonctions sociales et jouissaient de la même considération à l'intérieur de la communauté. Ce n'est pas par hasard si les enfants étaient reconnus seulement par la voie maternelle: ils n'étaient pas assimilés à du capital ou à toute autre forme de propriété privée, transmissible; seule la femme les reconnaissait lorsqu'elle les mettait au monde; c'est pourquoi la finalité de la communauté primitive au niveau de la sexualité était liée uniquement à la fonction naturelle de reproduction de l'espèce et non à la propriété privée du mâle sur la femme et sur les enfants de celle-ci pour les faire hériter.

*"La famille - dit Morgan - est l'élément actif; elle n'est jamais stationnaire mais passe d'une forme inférieure à une forme plus élevée, dans la mesure où la société se développe d'un degré inférieur à un degré plus élevé."(...)*

*"L'étude de l'histoire des temps primitifs ne laisse plus aucun doute à ce sujet : les rapports sexuels aux stades inférieurs de développement différent totalement des mêmes rapports existant plus tard et il s'est formé autrefois des situations qui, considérées avec nos yeux d'aujourd'hui, semblent monstrueuses, scandaleuses et immorales. Mais, de même que chaque stade de développement social de l'humanité a ses propres conditions de production, chacun de ces stades a aussi son propre code de morale, qui n'est que le reflet des conditions sociales existantes. Est moral ce que veulent les mœurs et les mœurs, à leur tour, sont seulement ce qui est conforme à l'essence interne, c'est-à-dire aux besoins sociaux d'une période donnée.*

*Morgan, Bachofen et tous ceux qui se sont de façon majeure intéressés à l'étude des origines historiques, en arrivent à la conclusion suivante: au stade inférieur de l'état sauvage prédominaient, à l'intérieur des associations fondées sur les liens du sang, des rapports sexuels selon lesquels chaque femme appartenait à tous les hommes et et chaque homme à toutes les femmes, et régnaient une grande promiscuité totale. (...) Tous les hommes vivaient en polygamie et*

toutes les femmes en polyandrie. C'est la communauté universelle des hommes et des femmes mais aussi des enfants. »(...)

"Quand une femme a plusieurs maris, la recherche de la paternité est impossible: la paternité devient fictive. De nos jours encore, malgré le règne du mariage monogamique, "la paternité ne repose que sur la conviction" comme Gæthe le fait dire déjà à Friedrich, dans les Années d'apprentissage de Wilhelm Meister. Si, dans le mariage monogamique, la paternité est souvent douteuse, dans la polygamie, elle devient impossible à déterminer; seule la filiation du côté maternel est incontestable. »(...)

Donc, à l'origine, le critère de la descendance dépendait normalement de la mère." (...)

"A cette époque on parle de "matrimonium" au lieu de "patrimonium", de "mater familias" au lieu de "pater familias" et la patrie s'appelle "le cher pays de la mère": Tout comme les formes de familles précédentes, la « gens » repose sur la communauté des biens, c'est-à-dire sur une économie de type communisme. C'est la femme qui dirige la communauté familiale, c'est pourquoi elle jouit, de la part de la tribu d'une grande considération pour les affaires qui concernent la vie du foyer et de la famille. Elle est médiatrice et juge, elle satisfait en tant que prêtresse aux exigences du culte. »(...)

"La femme est intouchable, le matricide est le crime le plus grave, qui appelle la vengeance de tous les hommes. La vengeance sanglante est l'affaire de tous les hommes de la tribu, chacun s'est engagé à venger l'injustice commise par un membre d'une autre tribu à l'égard d'un membre de la communauté familiale. Défendre les femmes incite les hommes à des actes de la plus haute bravoure. Tels furent les effets du matriarcat sur l'existence des peuples antiques, Babyloniens, Assyriens, Égyptiens, Grecs de l'époque héroïque, peuplades italiennes avant la fondation de Rome, Scythes, Gaulois, Ibères et Cantabres, Germains etc... A toutes ces époques, la femme occupe une place qu'elle n'a plus jamais retrouvée. » (...)

« Le passage du droit de la mère à celui du père comporte aussi le fait que la femme doit perdre le droit de vote; les enfants de celle-ci ne doivent plus porter le nom de la mère. » (...)

(Bebel: La Femme et le socialisme),

La promiscuité et le matriarcat sont ainsi la forme de la première communauté humaine, preuve historique fondamentale que le premier regroupement d'hommes ne connaissait pas de hiérarchie politique et sociale tels que l'Etat et la famille actuels, mais seulement une division organique, naturelle des fonctions, qui, pour se développer, n'avait pas besoin de discriminations antagoniques, ni sexuelles, ni de parenté, ni d'âges. Cela pour confirmer que l'actuel ordre social et politique, que la bourgeoisie fait passer pour éternel car il serait l'expression du mode "naturel" de vie de l'humanité, n'est autre, au contraire, que la conséquence de la division en classes de la société sur la base de la propriété privée.

## **\* LA SOUMMISSION DE LA FEMME DANS LES SOCIÉTÉS DE PROPRIÉTAIRES.**

A cent années de distance, la Gauche Communiste reconferme l'analyse et le jugement donné par

des marxistes d'alors sur la communauté primitive qui était peut-être "sous-développée" si l'on se réfère au développement des forces productives, mais à un niveau cent mille fois supérieur aux actuels rapports sociaux quant au degré d'humanité qu'elle exprimait. Nous rapportons ici de larges extraits du travail de la Gauche, connu sous le titre "Commentaires des manuscrits de 1844 de Marx", "Dégradation de l'homme et de la femme" (de Il Programma Comunista, 1959):

*« En citant des passages, il est nécessaire d'employer le mot "homme" "plutôt que le mot "mâle", car le premier indique tous les membres de l'espèce, des deux sexes. Quand, il y a un demi-siècle, on faisait une enquête sur le féminisme, pauvre déviation petite-bourgeoise de l'atroce soumission de la femme dans les sociétés propriétaires, Ph. Turati, alors marxiste, répondait par ces seuls mots: « La femme..., c'est l'homme ». Cela voulait dire : elle existera dans le communisme, mais dans votre société bourgeoise, c'est un animal, ou un objet.*

*« Dans le rapport de l'homme avec la femme, servante et proie de la volupté de l'espèce, se trouve exprimée l'infinie dégradation dans laquelle vit l'homme lui-même (dans la société actuelle, quel que soit son sexe), car l'essence de ce rapport trouve son expression NON UNIVOQUE, incontestable, MANIFESTE, dévoilé, dans ce rapport entre l'homme et la femme. De la caractérisation de ce rapport, on peut en déduire jusqu'à quel point l'homme s'entend lui-même comme être GÉNÉRIQUE, comme HOMME (en retournant la formule suivant laquelle l'homme n'a droit à un tel nom qu'à partir du moment historique où il ne vit plus en soi et pour soi, mais comme et pour l'espèce, comprenant tous ses semblables). »*

#### \* « LE COMMUNISME PRIMITIF ».

*« Cette forme est revendiquée par toute la littérature marxiste et dans les pages fondamentales de Marx et d'Engels. Sans nier le fait qu'entre le communisme primitif et le communisme pour lequel lutte le prolétariat moderne, il y ait eu des formes sociales liées à la propriété privée, des sociétés de classe, et que même dans ces formes aient survécu des modes de vie communautaires, une franche apologie de cette première forme se trouve dans des pages du Capital et de l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*

*Dans la ligne de toute notre doctrine, nous pouvons mettre en lumière ces formes premières en prenant l'exemple des comportements sexuels. C'est ainsi que se manifeste clairement le matriarcat: la femme, la Mater, a l'ascendant sur ses amants et ses enfants, comme étant au premier chef la forme de la puissance naturelle au vrai sens du mot, où la femme est considérée comme active, et non passive, maîtresse et non esclave; la tradition est conservée dans la famille latine; alors que le terme "famille" vient de famulus, esclave, le mot "dame" vient de domina, patronne. Dans ce communisme primitif, qu'on peut dire fruste mais qui n'est ni propriétaire, ni marchand, l'amour est bien plus noble qu'aux temps des enlèvements légendaires; ce n'est pas l'homme qui fait la conquête de la femme objet, mais la Mater, que nous n'appellerons pas femme, qui élit son homme, à cause du devoir qui lui est transmis de manière naturelle et humaine, en vue de la propagation de l'espèce. »*

Bebel étudie minutieusement le lent processus à travers lequel se détermine la destruction de la Gens et sa substitution par la famille monogamique. Une description qu'il n'est pas loisible de



reprendre ici pour des raisons évidentes de place. Nous renvoyons le lecteur au document irréprochable constitué par le texte original, en nous limitant à quelques passages, outre une citation d'Engels, qui nous permettent de mettre en évidence le changement radical que subirent les rapports entre les hommes - et de façon particulière la position de la femme - au terme de ce processus.

A mesure que les activités se différencient, la demande croissante en outils, armes, ustensiles etc... fait naître l'artisanat, qui se développe selon un mode autonome et se détache peu à peu de l'agriculture. Se forme alors une population citadine, s'adonne surtout aux arts, à côté d'une autre population s'adonnant à l'agriculture, et avec des intérêts tout opposés. Ainsi, le principe unitaire de la vieille constitution gentilice en vient à être détruit. L'ancienne organisation gentilice fut enterrée et caduque. Elle suit la chute du droit maternel, qui marque aussi la fin de la prédominance de la femme. Le droit paternel vint remplacer le droit maternel (...), puis ce fut la monogamie, dont le but était de donner des héritiers au patrimoine privé, qui s'était accumulé entre-temps.

*« Le règne du matriarcat, c'était le communisme et l'égalité de tous; l'avènement du patriarcat, c'était le règne de la propriété privée et, en même temps, l'oppression et l'asservissement de la femme. »*

Engels, dans "L'origine de la famille, ...", continue ainsi:

*« Le mariage conjugal n'entre donc point dans l'histoire comme la réconciliation de l'homme et de la femme, et bien moins encore comme la forme suprême du mariage. Au contraire, il apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque là dans toute la préhistoire. Dans un vieux manuscrit inédit, composé par Marx et moi-même en 1846, je trouve ces lignes: "La première division du travail est celle entre l'homme et la femme pour la procréation". Et je puis ajouter maintenant: La première opposition de classe qui se manifeste dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe, avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin. Le mariage conjugal fut un grand progrès historique, mais en même temps il ouvre, à côté de l'esclavage et de la propriété privée, cette époque qui se prolonge jusqu'à nos jours et dans laquelle chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif, puisque le bien-être et le développement des uns sont obtenus par la souffrance et le refoulement des autres. Le mariage conjugal est la forme-cellule de la société civilisée, forme sur laquelle nous pouvons déjà étudier la nature des antagonismes et des contradictions qui s'y développent pleinement. »*

Engels affirme aussi que *« dans la famille, l'homme est le bourgeois et la femme représente le prolétariat. »*

Bebel décrit quelques unes des conséquences de l'avènement de la monogamie et du droit héréditaire, intéressantes non seulement comme illustration de ce qui se passait alors, mais aussi sur tout ce que signifie aujourd'hui la vie opprimés de millions de femmes: prostitution, subordination à la double morale, qui entraîne la ségrégation sociale et sexuelle des femmes face au libertinage effronté des hommes, le double fardeau des enfants illégitimes, même si certaines lois actuelles leur sont plus favorables sans remettre en cause l'ordre social en place, etc...

*« C'en est fait à présent de la liberté de la femme. Si elle sort de chez elle, elle doit se voiler*

*pour ne pas éveiller les désirs d'un autre homme. En Orient, où le climat ardent donne aux passions amoureuses la plus grande vivacité, la méthode de claustration est, de nos jours encore, poussée à l'extrême. Parmi les peuples antiques, Athènes donne l'exemple le plus frappant de l'ordre nouveau. La femme partage le lit de l'homme, mais non sa table; elle ne s'adresse pas à lui en le nommant par son nom mais en lui disant "Seigneur"; elle est sa servante. Elle ne devait paraître nulle part en public ; dans la rue elle devait aller voilée et revêtue des habits les plus modestes. Si elle commettait l'adultère, la législation de Solon lui faisait payer ce crime de sa vie ou de sa liberté. Enfin, l'homme pouvait la vendre comme esclave. »(...)*

*« A Athènes, la situation des hommes était tout autre. Veillant à la procréation d'héritiers légitimes, ils imposaient aux femmes une sévère continence en dehors du mariage, mais ils n'étaient pas enclins, vis-à-vis d'autres femmes, à accepter pour eux-mêmes de semblables impératif. Ainsi apparut l'hétairisme. Des femmes qui se distinguaient par leur beauté et leur esprit, en général des étrangères, préféraient à l'esclavage conjugal une libre existence vouée au commerce le plus intime avec le monde masculin. » (...)*

*« Mais cela ne s'arrêta pas avec les hétaires qui étaient au contact avec des hommes somme toute éminents. Le besoin en femmes vénales se faisant plus aigu ; apparut ensuite la prostitution, institution inconnue auparavant. » (...)*

*« Sans tenir compte de la question de savoir si la femme est opprimée comme prolétaire, elle est opprimée, d'une façon générale, comme femme dans le monde moderne régi par la propriété privée. Il existe pour elle une infinité d'obligations et d'empêchements inconnus pour les hommes, qui entravent chacun de ses pas. Beaucoup de choses permises à l'homme lui sont refusées, de nombreux droits sociaux et libertés accordés au premier constituent une erreur ou un délit s'ils sont exercés par elle. La femme souffre dans son entité sociale comme dans son entité de femme, et il est difficile de dire dans laquelle de ces deux entités elle souffre le plus.(...)*

*« Selon Kant, seuls l'homme et la femme réunis forment l'être humain complet. C'est sur l'union normale des sexes que repose le sain développement du genre humain. La satisfaction de l'instinct sexuel est nécessaire au sain développement physique et intellectuel de l'homme et de la femme, mais l'homme n'est pas un animal; aussi la satisfaction la plus élevée de son instinct le plus impétueux ne réclame pas seulement l'assouvissement physique, elle exige aussi une attirance et un accord spirituels vis-à-vis de l'être avec lequel il s'unit. Si ces éléments font défaut, l'union des sexes s'effectue de façon toute machinale ; c'est alors un acte immoral. L'homme supérieur exige que l'attirance mutuelle dure au-delà de la consommation de l'acte sexuel et étende son influence ennoblissante sur l'être vivant qui naîtra de l'union mutuellement consentie(...). La grande majorité des femmes voient dans le mariage un refuge qu'elles doivent atteindre à tout prix. Inversement une grande partie des hommes voient le mariage du simple point de vue des affaires ; ils en pèsent et en calculent les avantages et les inconvénients à partir de considérations matérielles. Et même dans les mariages qui n'ont pas été fondés principalement sur des motifs bas et égoïstes, la rude réalité apporte tant d'éléments de trouble et de désagrégation que les espérances nourries par les époux dans leur jeune enthousiasme se réalisent rarement. » (...)*

*« Dans l'empire romain décadent, on cherchait à favoriser les mariages et les naissances au*

moyen de primes d'Etat. Sous le saint empire romain germanique, on se trouve dans une atmosphère semblable à celle qui régnait sous l'empire corrompu des Césars, et on cherche à empêcher collectivement la résolution de mariages nombreux. Le résultat aura été le même, ici comme là. Il en résulte ainsi des êtres qui restent enchaînés ensemble contre leur volonté toute leur vie. Une partie devient esclave de l'autre, et est contrainte de subir les étreintes les plus intimes et les caresses du "devoir conjugal" ; caresses et accouplement qu'elles haïssent peut-être encore plus que les insultes et les traitements brutaux. Mantegazza le dit bien: "Il n'y a pas de torture pire que celle qui oblige un être humain à se laisser caresser par une personne qu'il n'aime pas". Et maintenant demandons-nous, entre autres, :ce mariage n'est il pas pire que la prostitution ? La prostituée est au moins, jusqu'à un certain point, libre de se soustraire de son abject métier, et, si elle ne vit pas dans un lupanar, elle a le droit de refuser l'argent pour l'étreinte de quelqu'un qui ne lui plaît pas, quel qu'en soit le motif. Mais une femme mariée doit consentir aux envies du mari, même si elle a mille raisons de le haïr et de l'abhorrer. » (...)

« Dans d'autres mariages conclus dans le but avoué d'avantages matériels, les conditions sont un peu moins mauvaises. On trouve un modus vivendi, on accepte le fait accompli comme immuable, car on a peur du scandale, ou bien il y a les enfants petits, auxquels on doit penser, même si ce sont justement les enfants qui ont à souffrir du comportement froid et insensible des parents (attitude, qui pour ne pas se manifester en hostilité ouverte, en querelles et altercations, n'en reste pas moins froide et insensible), ou car on craint des dommages matériels. » (...) « La femme ne peut sortir du droit chemin que rarement: avant tout parce que c'est plus dangereux pour elle pour des raisons physiques, comme c'est elle qui conçoit; et, puis parce que tout pas hors du mariage est considéré, pour elle, comme un délit, que ni le mari ni la société ne lui pardonnent. La femme se décide à la séparation seulement dans les cas les plus graves d'infidélité du mari ou de mauvais traitements sérieux, puisqu'elle considère le mariage comme une institution qui pourvoit à ses besoins. »

#### \* AUCUNE DISTINCTION ENTRE PROSTITUEE ET FEMME LEGALE.

Toujours dans: "La Femme et le socialisme":

« Si le mariage constitue l'un des aspects de la vie sexuelle du monde bourgeois, l'autre aspect, le revers de la médaille, c'est la prostitution. Quand les hommes ne trouvent aucune satisfaction dans le mariage, ils ont généralement recours à elle. Et ceux qui, pour une raison quelconque, renoncent au mariage, cherchent également des satisfactions auprès des prostituées. Pour les hommes qui sont célibataires, de gré ou de force, comme pour ceux que le mariage a déçus, les occasions de satisfaire leur instinct sexuel sont incomparablement plus nombreuses que pour les femmes.

Le monde masculin a toujours considéré le recours à la prostitution comme un privilège naturel lui revenant "de droit". Les hommes en sont d'autant plus vigilants et jugent d'autant plus durement une femme qui, n'étant pas une prostituée, commet un "faux-pas". (...)

En vertu de sa situation privilégiée, l'homme contraint la femme à réprimer ses instincts les plus vifs et fait dépendre de sa chasteté sa réputation et son mariage. Rien ne peut souligner de manière

*plus nette mais aussi plus révoltante la dépendance de la femme à l'égard de l'homme que cette conception et ce jugement si différents au sujet de la satisfaction, chez l'un et chez l'autre, de l'instinct sexuel.*

*La situation est particulièrement favorable à l'homme. Par sa nature, c'est la femme qui subit les conséquences de l'acte sexuel; l'homme, une fois la jouissance passée, n'a ni peine ni responsabilité.*

*La prostitution devient donc une institution indispensable à la société bourgeoise, tout comme la police, l'armée permanente, l'Eglise et le patronat. »*

On fait ici la liste des médecins de l'époque - les médecins - policiers et les autres - parmi lesquels on peut recenser un certain docteur Fock, qui sur le "Journal trimestriel pour le contrôle de l'hygiène publique" écrivait sous le titre "La prostitution sous ses aspects moraux et sanitaires":

*« Il considère la prostitution comme un "corrélatif nécessaire à nos institutions civilisées". Il redoute une surproduction d'êtres humains si tous les hommes en âge de procréer se mariaient et c'est pourquoi il juge important de "régulariser la prostitution par lois publiques". (...) L'Etat chrétien admet que le mariage a des insuffisances et que l'homme a le droit de prétendre à une satisfaction illégitime de son instinct sexuel. Dans ce même Etat, la femme ne compte que dans la mesure où elle accepte de se plier aux désirs illégitimes de l'homme, c'est-à-dire si elle devient une prostituée. De même la surveillance et le contrôle exercés par des organismes d'Etat sur la prostitution déclarée ne touchent pas l'homme qui cherche une prostituée, ce qui serait compréhensible si le contrôle médico-policiier devait avoir un sens et une certaine efficacité – sans compter que la justice exigerait qu'on applique également la loi aux deux sexes. Cette protection de l'homme contre la femme par l'intermédiaire de l'Etat met les véritables rapports sociaux sur la tête. On dirait que les hommes sont le sexe faible et les femmes le sexe fort, comme 'si la femme était la séductrice e le pauvre homme la victime. »*

En démonstration de la continuité des positions, nous reportons un passage tiré d'un article publié sur "Rassegna Comunista" de 1921, sous le titre "Lutte contre la prostitution".

L'article est d'une communiste, Alexandra Kollontaï, et ne fait que reprendre les positions du parti bolchevique sur la prostitution dite "évidente", pour démasquer la prostitution qui se cache derrière le mariage "moral".

Les communistes n'ont jamais accepté l'opposition entre l'image de la prostituée "immorale" et celle de l'épouse "morale", fidèle et exemplaire, vestale moderne du foyer domestique: on se prostitue à partir du moment où, par le don de son corps, on cherche à se soustraire aux devoirs sociaux, à la fatigue du travail pour la collectivité.

C'est pourquoi la dictature du prolétariat, dirigée par le parti communiste, conduit la lutte contre la prostitution, mais non en imposant - comme se contentent de le faire les bourgeois - la "sainte croisade" contre les femmes dont l'unique malchance fut de ne pas trouver un acheteur fixe, et ce, bien que nous appelions toutes les forces aptes au travail commun à s'insérer activement dans l'organisation sociale.

Ce n'est pas un hasard si un des points de la constitution soviétique, après la conquête du pouvoir

en Russie, affirmait en toute simplicité: "Qui ne travaille pas, ne mange pas", discrimination élémentaire - inconnue des sociétés précédentes - pour fixer la moralité et l'immoralité d'un individu envers la République des travailleurs indépendamment de sa situation sociale et de son sexe.

*« Mais qu'est-ce donc la prostituée professionnelle? La prostituée .professionnelle est une personne dont les énergies de travail ne sont pas utilisées dans l'intérêt de la société, du bien-être collectif ; c'est une personne qui vit aux crochets des autres. (...)*

*Comment doit on considérer la prostituée professionnelle du point de vue des intérêts de l'économie nationale? Comme une personne qui refuse l'embauche. Dans l'intérêt d'un plan économique mûrement raisonné, nous devons commencer par lutter contre ce danger.(...)*

*Mais quand nous considérons les prostituées et que nous les combattons en tant qu'éléments non productifs de la société, nous devons les traiter en tant que catégorie à part. Pour nous, pour la République des travailleurs, il est absolument indifférent que la femme se vende à un seul ou à plusieurs hommes, qu'elle soit une prostituée professionnelle qui vit de ressources autres que celles provenant d'un travail utile, qu'elle vende ses caresses à un mari attiré, ou à un acheteur occasionnel de plaisirs féminins dont l'identité peut varier d'un jour à l'autre. Toutes les femmes qui désertent le monde du travail, qui n'accomplissent aucun travail pour leurs petits, se situent au même niveau que les prostituées: on doit les mettre au travail.*

*Quant à nous, nous sommes dans l'incapacité de distinguer entre la femme prostituée et l'épouse légale, entretenue par son mari, celui-ci serait-il même un "commissaire du peuple". »*

## **2- NAISSANCE ET DISSOLUTION DE LA FAMILLE BOURGEOISE.**

Alexandra Kollontai: "Les bases sociales de la question féminine", 1909.

*« A l'époque où le Tiers-Etat commençait seulement à remplir sa grande mission - l'accumulation de richesses fabuleuses au sein de la famille - la solidité et la stabilité des formes familiales étaient lune des conditions du succès de la bourgeoisie dans sa lutte pour l'existence contre les autres couches de la population.*

*Ce n'est pas sans raisons que la bourgeoisie des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles se targuait de sa moralité et opposait avec complaisance ses vertus familiales aux mœurs d'une noblesse dépravée et frivole, qui n'avait pas compris le grand secret de l'accumulation capitaliste et qui considérait la famille non pas comme la gardienne, mais comme la dissipatrice des richesses accumulées.*

*Pour accroître la solidité de la famille, pour élever plus haut le prestige des vertus familiales, le Tiers état a fait tout ce qui dépendait de lui. Il fit donner la religion, qui prêche l'indissolubilité du sacrement du mariage, la loi, qui punit l'adultère de la femme, et la morale, qui prône le caractère "sacré du foyer familial". Et quand la bourgeoisie eut conquis une position sociale dominante, quand tous les fils de la production mondiale furent rassemblés entre ses mains, sa morale, ses règles de conduite et ses codes civils qui avaient pour but précis de protéger ses intérêts de classe devinrent peu à peu la loi obligatoire aussi pour les autres couches de la population. La morale du Tiers-état fut reconnue comme la morale de toute l'humanité. D'étroits intérêts matériels de classe*

obligèrent la bourgeoisie à se préoccuper de la "pureté" du lit nuptial et à faire la chasse aux "enfants illégitimes", c'est-à-dire à ceux qui ne pouvaient ni ne devaient hériter, ne fût-ce que d'une parcelle des trésors accumulés par la famille.

Ces intérêts matériels contribuèrent à affermir la norme de la "double morale" et à l'établissement de dispositions légales "sévères" dans le domaine du droit familial. Et nous tous, élevés dans des normes artificielles de morale sexuelle qui avaient exclusivement pour but de protéger les intérêts de la bourgeoisie, nous nous inclinons encore devant ces principes de classe comme devant des catégories hautement idéologiques ; nous sommes prêts à les reconnaître comme les principes normatifs de la vie morale!

En même temps que le mode de production capitaliste fut proclamé forme définitive et éternelle de la vie économique de l'humanité, le mariage monogamique fut déclaré institution sociale permanente et intangible. Tout point de vue évolutionniste sur le mariage fut poursuivi et condamné avec le même acharnement et la même haine que l'on mettait à contester et à nier l'évolutionnisme dans la vie économique de la société. La propriété et la famille sont trop étroitement liées: si l'un de ces piliers du monde bourgeois se trouve ébranlé, la solidité de l'autre devient incertaine. C'est pourquoi la bourgeoisie a toujours si soigneusement défendu ses bases familiales. (...)

Une forme de rapports sociaux entre les hommes, quelle qu'elle soit, exige, pour être solide, l'existence des causes économiques qui, en leur temps, ont fait naître précisément cette forme de rapports sociaux, et non une autre. A l'époque où prédominait l'économie naturelle, la famille était avant tout une cellule économique, productrice de tous les biens indispensables au groupe de personnes concernées.

A mesure que se développait et se renforçait l'économie d'échange, les membres de la famille étaient de mieux en mieux à même de satisfaire leurs besoins sans l'aide de celle-ci en tant que cellule économique; néanmoins, jusqu'au XIXe siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'aube de la grande production capitaliste, la famille conserva toute une série de petites fonctions économiques, qui apportaient l'élément économique déterminant et décisif dans la morale de l'union matrimoniale. Tant que la famille demeurait, dans une plus ou moins-grande mesure, une valeur productive, son existence sociale était assurée; des liens vitaux puissants unissaient ses membres beaucoup plus solidement que ne pouvaient le faire les lois les plus sévères et les règles morales les plus coercitives. Mais, dès l'instant où la grande production capitaliste arrache des mains de la famille ses prérogatives économiques, la famille perdit sa valeur en tant que cellule économique nécessaire et fut condamnée du même coup à une lente, mais inéluctable, désagrégation.

Où sont en effet, aujourd'hui, ces liens économiques solides qui rendaient la famille si vivace et si stable? Prenons, pour commencer, la famille bourgeoise, et voyons quelles sont, parmi les fonctions qui lui incombaient depuis de longs siècles, celles qu'elle a conservées dans son sein jusqu'à nos jours.

L'activité productrice de la famille, au sens de fabrication de la longue liste des objets de première nécessité, est réduite au minimum; le domaine de l'économie domestique s'est rétréci jusqu'à devenir méconnaissable. Où trouveriez-vous aujourd'hui une famille bourgeoise s'occupant de fabriquer ses bougies, son savon et sa bière, son fil et son tissu, de conserver des produits pour

*l'hiver, de cuire son pain, de coudre des vêtements pour toute la maisonnée? Il n'y a ni nécessité ni profit à dépenser les forces des membres de la famille pour produire ou fabriquer des objets, fussent-ils de première nécessité, qu'on peut se procurer à bon marché dans n'importe quel magasin. L'une après l'autre, les branches de la production ont échappé aux mains de l'économie domestique, pour devenir des objets de spéculation industrielle.(...)*

*Mais si, au sein de la famille, la fabrication et la production des objets d'usage courant ont pris fin, peut-être la famille a-t-elle cependant conservé d'autres fonctions économiques? Car enfin au cours des nombreux siècles de son existence, la famille n'a pas été seulement créatrice indépendante de richesses, mais aussi la fidèle gardienne de celles-ci. La maison, le mobilier, le trésor familial, tout cela était protégé et conservé pieusement par la famille. Peu mobile, attachée à la propriété, à la terre, à la maison, la famille du passé récent constituait l'appareil le plus sûr pour la conservation des richesses familiales, et dans ces conditions la solidité des liens familiaux était étroitement liée aux intérêts matériels de la lignée. Que la famille se désagrège, et les richesses familiales seraient dispersées, dilapidées.*

*Il en va autrement aujourd'hui: les banques et autres établissements d'épargne se sont appropriés totalement la fonction de conservation des biens que remplissait la famille ; ce sont ces établissements, et non les unions morales et sexuelles, les couples, qui assument la garde et la conservation des richesses familiales déjà accumulées. De plus, ces richesses prennent de plus en plus souvent la forme de titres au porteur, qui n'exigent absolument aucun soin particulier de la part des membres de la maisonnée. Avec la mobilité sans cesse croissante de la vie, avec le développement des moyens de communication qui permet aux familles de déménager plus fréquemment, un mobilier volumineux devient un fardeau; dans ces conditions, la seule forme de valeurs qui ne soit pas onéreuse est l'argent et les titres. C'est ainsi que l'ancienne fonction habituelle de la famille - la conservation des richesses familiales accumulées - échappe au cercle des obligations familiales.*

*Mais la consommation - cette condition indispensable de la vie de la famille - se pratique-t-elle dans la même mesure que jadis au sein du foyer? Le foyer familial a cédé la place aux restaurants, clubs, maisons meublées, hôtels. La grosse bourgeoisie riche passe la moitié de sa vie à flâner dans les stations élégantes et à jouir des services des hôtels-palaces; la moyenne et la petite bourgeoisie, pour se débarrasser des soins ennuyeux du ménage et réduire les dépenses "domestiques", loge dans les maisons meublées, mange dans les restaurants, travaille dans les bibliothèques et les laboratoires publics, dans les musées et les galeries nationaux.*

*A mesure que, par suite de la demande croissante de force de travail à bon marché dans tous les domaines, la femme est attirée hors de son étroite cellule familiale et rejoint le flot de la population active, ce genre de vie se répand de plus en plus. (...)*

*Maintenant, dans la petite bourgeoisie, et même dans la bourgeoisie moyenne, la femme couvre de plus en plus souvent, grâce à son salaire, une partie des besoins domestiques; la dépendance de la femme à l'égard du mari, de la fille à l'égard du père, s'en trouve détruite à la racine, et l'une après l'autre s'affaiblissent et se rompent les puissantes attaches qui jadis soudaient entre eux les membres de la famille bourgeoise.*

*Que reste-t-il à la famille, de nos jours? Quelles fonctions lui incombent encore, quels liens attachent encore ses membres?*

*Peut-être l'éducation des enfants? Mais où sont les mères et les pères bourgeois qui s'occupent eux-mêmes de l'éducation et de l'instruction de leur progéniture? Non seulement la petite et la moyenne bourgeoisie, mais même la grosse bourgeoisie ne dédaignent plus les établissements d'enseignement public. Les écoles maternelles et primaires connaissent une expansion sans précédent, sans parler des établissements d'enseignement secondaire et supérieur. La fonction d'éducation, exactement comme les autres rôles de la famille, est sortie de la cellule familiale pour passer à la charge de la société et de l'Etat.*

*Que reste-t-il, après cela, à la famille? Quelle est sa tâche dans la structure individualiste de classe de la société contemporaine? Exclusivement la transmission en ligne directe du patrimoine acquis. Les multiples obstacles opposés actuellement au divorce ont pour but de favoriser l'accomplissement de cette unique tâche de la famille d'aujourd'hui - famille qui n'est pas au service des besoins moraux de la personne, mais à celui des intérêts de la propriété.(...)*

*Il ne faut pas oublier non plus que les lois de tous les Etats entravent par tous les moyens la dissolution des mariages, et de la sorte, en empêchant par la force la séparation des époux, évitent souvent la rupture d'unions aussi utiles que celle des millions avec les titres de noblesse, ou celle de la terre avec le capital. »*

Comment s'opère la destruction de la famille dans les autres couches sociales? A. Kollontai fait une ample analyse de la désagrégation de la famille paysanne - en prenant l'exemple de la Russie arriérée - que nous ne reprenons pas intégralement, vu que c'est un phénomène de nos jours poussé à bout par le capitalisme lui-même; il suffit de voir le rapport entre ville et campagne, nettement en défaveur, numériquement, du paysan comme conséquence de la prolétarisation de la population paysanne qui, si jamais elle retourne à la terre, ne le fait qu'en tant que main d'œuvre salariée. Nous ne soulignerons que quelques faits concernant le début de l'exode des femmes paysannes de la famille patriarcale comme début de leur procès d'émancipation de l'esclavage familial; Le passage de la grande famille ou "clan", où l'unique volonté est celle du chef de famille, à la "petite famille", où le travail des femmes est appréciable et où la femme a une plus grande liberté d'action et la possibilité de conquérir une situation indépendante de patronne; la multiplication importante des vœux monastiques, témoignage de l'accroissement, avec l'évolution de la forme de la famille, du mécontentement des femmes paysannes; l'introduction, pour les femmes paysannes, des travaux saisonniers, les contraint souvent à changer de province pour gagner un salaire agricole; et c'est déjà un nouveau type de paysanne, « dont la psychologie rappelle plutôt celle de l'ouvrière de fabrique, que celle de la commère résignée du village, laquelle accumule docilement toutes les fatigues de la vie domestique qui lui reviennent par la tradition patriarcale. (...)

*« Lentement mais sûrement, nous voyons s'accomplir dans la famille paysanne une série de profonds changements, lesquels détruisent sa stabilité séculaire. »*

#### **\* LA REALITE DE LA FAMILLE PROLETARIENNE.**

Alexandra Kollontai, toujours dans le même opuscule, aborde l'examen de la famille



prolétarienne :

*« Reste la couche la plus nombreuse de la société contemporaine - la classe des prolétaires. Comment les choses se présentent-elles pour la famille dans cette classe de la population? Ne trouverons-nous pas ici, au moins, des conditions susceptibles d'assurer la vitalité de la structure familiale actuelle? Peut-on, du reste, poser sérieusement cette question? Où est-elle, la famille, chez l'ouvrier d'aujourd'hui, chez celui qui vend sa force de travail?*

*L'aube point à peine que le mari et la femme se hâtent de quitter leur étroit et pauvre logis pour obéir docilement à l'appel de la sirène de l'usine et se soumettre avec résignation au pouvoir de leur maître sans âme mais tout puissant - la machine. Jusqu'à une heure tardive de la soirée, les époux restent hors de chez-eux; les enfants sont confiés aux soins du Bon Dieu; dans le meilleur des cas, c'est une voisine âgée ou ayant perdu sa capacité de travail qui s'occupe d'eux... La rue, la rue bruyante, sale, dépravée, voilà leur éducatrice, voilà la première école des enfants de prolétaires... Si l'atelier est éloigné de la maison, les parents, à l'heure du-déjeuner, n'ont pas le temps de venir jeter un coup d'œil-à leur logement à l'abandon. Les locataires, hommes et femmes, les malades, les alcooliques, les vieux et les enfants – tous les intrus, les étrangers - détruisent la dernière illusion d'isolement familial. Et la misère, obsédante, frappe à la fenêtre et guette avec des yeux avides le malheur inopiné - maladie, chômage, mort d'un membre de la famille, naissance d'un enfant - pour planter ses ongles crochus dans la famille prolétarienne, la déchirer et la disperser de par le monde... Dans de telles conditions, le mariage, même s'il résulte d'une inclination réciproque, se transforme bien vite en un joug intolérable, que chacun de son côté cherche à oublier dans la vodka. (...)*

*Le bas salaire du mari, la demande continuelle, de la part du capital, de mains féminines à bon marché poussent la femme dans les bras grands ouverts de la production capitaliste. Mais dès l'instant où les portes de la fabrique se sont renfermées sur la femme travailleuse, le sort de la famille prolétarienne est réglée. Lentement mais inexorablement, la vie familiale de l'ouvrier va à sa perte. Le foyer s'éteint et cesse d'être le centre d'union des membres de la famille.*

*Quelle dérision, quel blasphème dans toutes ces exclamations sentimentales de la bourgeoisie sur le "caractère sacré" du "foyer familial" et de la "maternité", quand des millions, des dizaines de millions de mères ne sont même pas en état de remplir leurs obligations les plus élémentaires. A l'appel impérieux du Capital, les mères arrachent de leur sein l'enfant qui ne distingue pas encore le jour de la nuit et viennent docilement piétiner aux portes de la fabrique. Comment, dans le ventre même de la mère, les enfants sont déformés ou estropiés par les émanations et les gaz nocifs, comment des millions d'enfants meurent pour avoir absorbé des substances toxiques avec le lait maternel, comment, dans les isbas de bois, aux périodes de pointe, des centaines d'enfants abandonnés à leur sort meurent carbonisés, comment des mères empoisonnent peu à peu leurs propres enfants à l'opium, afin que leurs pleurs ne les empêchent pas de terminer une commande urgente, tout cela, les défenseurs bourgeois du mariage et de la maternité en sont parfaitement informés. (...)*

*Mais l'hypocrisie de la bourgeoisie n'a pas de limites. Qu'est-ce que cela peut lui faire que des enfants d'ouvrières employées dans des fabriques d'allumettes ou de mercure, dans des verreries ou*

*des fabriques de blanc de céruse, naissent avec un squelette déformé, une faible activité vitale, ou ne naissent que pour mourir dans des convulsions douloureuses? Qu'est-ce que cela peut lui faire que les fausses couches et les enfants mort-nés soient l'inévitable résultat du système d'exploitation révoltante du travail des femme dans l'industrie? Qu'est-ce que cela peut lui faire si, poussées à la fureur par la faim et la misère, des mères se débarrassent de leurs enfants chez des "faiseurs d'anges", si les statistiques révèlent un accroissement continu des avortements, et si parmi ces "mères criminelles" on compte non seulement des jeunes filles abandonnées par leurs amoureux, mais aussi des femmes légitimes de prolétaires, de respectables mères de famille?*

*Bebel écrit: "La possibilité pour le prolétariat d'atteindre des positions de classe indépendantes est tellement lointaine que la grande masse des ouvriers n'envisage pas même son éventualité. Pour le salariat donc, le mariage d'argent, est impossible, tout comme pour les femmes de cette classe.*

*Généralement, l'ouvrier se marie par amour mais les causes de trouble de sa vie conjugale ne manquent pas. De nombreux enfants amènent soucis et peines et trop souvent la misère s'installe au foyer. Maladies et décès sont les hôtes habituels des familles ouvrières. Le chômage porte la misère à son paroxysme. Et tant d'éléments viennent réduire le salaire de l'ouvrier ou, par moments, le lui ôter complètement! Les crises le mettent au chômage, l'introduction de nouvelles machines ou de nouvelles méthodes de travail le jettent sur le pavé, comme s'il était de trop; les guerres, les accords douaniers ou commerciaux défavorables, la levée de nouveaux impôts indirects, les sanctions du patron contre ses convictions politiques détruisent son existence ou lui nuisent gravement. C'est tantôt une chose, tantôt une autre, et le chômage vient, pour une longue période ou pour une brève, mais l'ouvrier a faim; sa vie est placée sous le signe de l'insécurité. De tels coups du sort amènent la mauvaise humeur et l'amertume et cet état d'esprit explose souvent au cours de la vie familiale, lorsque journallement, à chaque heure, se font entendre des réclamations, demandant le strict nécessaire, et qu'on ne peut satisfaire. Disputes et batailles éclatent, il s'ensuit la ruine du ménage et de la famille (...). En outre, la peur de la misère, le souci de ne pas pouvoir élever leurs enfants comme elles le veulent, poussent les femmes de toutes classes à des actes qui ne sont en harmonie ni avec les buts de la nature ni même avec le code pénal. Parmi lesquels on peut compter les divers moyens anticonceptionnels, ou si conception il y a eu, par la suppression du fœtus, c'est-à-dire l'avortement. »*

Nous avons voulu rapporter les longues citations sur la situation de la famille prolétarienne, non seulement car nous les croyons actuelles pour des milliers "de prolétaires et sous-prolétaires du monde entier, mais aussi du fait que nous n'avons pas une vision statique de la situation, parce que ces conditions auront tendance à se généraliser dans les pays "civilisés" avec l'exacerbation de la crise économique qui jettera des milliers d'ouvriers au chômage et encore plus, avec l'éventualité d'une future guerre impérialiste avec laquelle la bourgeoisie tentera de résoudre la situation critique dans laquelle elle s'est plongée. Mais sans s'avancer trop loin, nous pouvons aussi citer quelques uns des si nombreux exemples qui démontrent que l'analyse de Bebel d'il y a un siècle et d'Alexandra Kollontäi, que certains conservateurs obtus pourraient croire limitée à la "situation de la Russie arriérée " n'est en rien dépassée. Il suffit de se limiter à l'Italie et aux pays voisins pour en avoir suffisamment d'exemples.

NAPLES, avec ses milliers de gamins cherchant à joindre les deux bouts, exploités et malmenés

par des parents plus désespérés qu'eux, contraints à une existence de sous-prolétaires à cause des excès du capitalisme décadent; la vente des enfants répandue dans le Sud: plutôt que de vente à proprement parler, il s'agit de la tragédie de milliers de familles déshéritées qui cherchent à placer leurs propres enfants auprès de couples de petits-bourgeois, stériles et las de vivre pour ne pas les voir mourir de faim; les usines à cancer où les prolétaires hommes et femmes sont contaminés avec de grands risques aussi pour d'éventuels enfants.

SEVESO où des centaines d'enfants sont déjà nés déformés, non seulement à cause de la soif de profit qui a infesté la terre mais aussi à cause de la vieille hypocrisie bourgeoise (comme dit Kollontai) qui traite de "criminelles" les mères prolétaires, parce qu'elles ne veulent pas se résigner à avoir des enfants difformes, drame qui aggrave encore leurs conditions économiques précaires.

En SUISSE, on empêche les parents émigrés d'amener leurs enfants avec eux, en les menaçant d'extradition, et nombreux sont les cas de parents qui, incapables de se séparer de leurs enfants, les gardent clandestinement, alors que des petits sont abandonnés par milliers dans leur pays d'origine, sans plus aucun "foyer domestique" confiés aux plus anciens, désormais considérés comme inaptes au travail. Voilà l'aspect désespéré de milliers de familles prolétariennes de nos jours, même à l'intérieur des frontières de l'Italie.

Certes, il existe aussi - aujourd'hui du moins - l'ouvrier aristocratique, qui ne vend ni n'exploite ses enfants, qui peut même les envoyer à l'université, même si cela lui coûte les yeux de la tête et, dans beaucoup de cas, si cela l'empêche de voir, des jours durant, sa femme qui exécute divers travaux; mais dans ce cas non plus, rien n'est résolu en ce qui concerne la situation de la femme liée à l'esclavage du travail domestique en plus de celui du patron. Au contraire, encore plus dans ce type de famille, s'accumulent et s'amplifient mesquinerie et égoïsme. L'objectif de cette famille consiste, aux époques florissantes du capitalisme, en une défense exaspérée des "quatre murs domestiques" ou domine l'idéologie petite-bourgeoise de l'individualisme poussé à l'extrême.

La position de la Gauche est nette à ce sujet: ainsi dans une citation de "Programma Comunista" de 1960:

*« Le capitalisme a détruit le mariage monogamique. Même si cette institution survit formellement, sa base historique s'effrite tout doucement. Le travail féminin a montré que, désormais, sauf empêchement passager en liaison avec la maternité, la femme peut remplacer avec succès l'homme dans toutes les activités. Il était un temps où on croyait qu'il n'y avait qu'à la guerre qu'elles ne pouvaient pas être aptes, mais aujourd'hui, cette dernière barrière est tombée. Tout comme l'homme, la femme a appris non seulement à produire des biens économiques mais à massacrer ses semblables. Que voulez-vous de mieux? (...) Dans la famille, ou plutôt dans la famille moderne, où la femme apporte au foyer un salaire ou un traitement, se perpétue toutes les monstruosité que génère l'égoïsme.*

*La famille est la forteresse derrière laquelle l'homme se retranche contre son semblable ; c'est la justification de toutes les bassesses, violences et vilénies que l'homme accomplit contre ses semblables. C'est pour la famille que l'homme se transforme en bête sauvage qui rapporte triomphalement à la maison la proie qui a été arrachée de la gueule ses congénères. C'est en cela que l'homme devient plus que bestial. L'aigle qui va à la chasse ne rapporte pas au nid le cadavre*

*d'un aiglon. Les louveteaux ne mangent pas non plus de la viande de loup. Mais la loi et la moralité bourgeoises nous déchargent de l'obligation de nourrir et d'élever nos enfants: ainsi, puisque ceux-ci ne lui appartiennent pas, c'est-à-dire ne font pas partie de "sa" famille, "il" peut sans remords affamer les enfants des autres et, si cela est possible, sinon satisfaire, du moins procurer le superflu aux siens. Telle est la logique de la morale qui préside à la famille bourgeoise. »*

### **\* PATRIE ET FAMILLE, CHAMPIONS DU GASPILLAGE SOCIAL.**

Pour clore ce chapitre sur la famille dans la société capitaliste, qui tend à démontrer qu'aucun type de famille n'est à "sauver" ou à prendre comme modèle pour la société future (et qu'il ne peut donc y avoir aucune réforme de la famille, mais sa pure et simple destruction, tout comme l'Etat bourgeois), nous voulons mettre en évidence un autre aspect, qui n'est pas récent, mais parallèle, de négation de cette sale structure, -qui en fait une contradiction incurable pour le capitalisme lui-même -, le gaspillage de très importantes capacités productives que l'étroite économie domestique enlève à la collectivité, à la production sociale, comme par exemple les mille et une opérations monotones quotidiennes qui exigent à la fois intelligence, effort physique, esprit d'adaptation, etc... et qui pourtant sont utilisées dans tout noyau familial et dédiées par les fées du logis à l'unique soin des enfants de la famille, à la seule préparation des repas de la famille, à l'entretien des vêtements de la famille, etc...

En voici une autre confirmation, tirée de "Programma Comunista" de 1962, dans un article intitulé: "Patrie et famille, champions du gaspillage social":

*« Engels passe ensuite à l'économie domestique actuelle. Il écrit : « Si nous considérons la maison, comme le saint des saints du riche (auquel nous assimilons de nos jours tout philistin des couches moyennes, fonctionnarisé et conforté dans ses positions de parvenu par la presse, la radio et la télévision) n'est-ce pas le gaspillage le plus insensé de forces de travail que d'accaparer une telle quantité d'homme pour servir un seul individu dont l'unique occupation consiste à entretenir son oisiveté? A quoi sert en réalité le grand nombre de serviteurs, de cuisiniers, laquais, valets, cochers, domestiques, jardiniers, etc...? Ils ne font que des travaux qui ont leur source dans l'isolement de chaque individu entre ses quatre murs. » A l'objection banale selon laquelle la société bourgeoise se serait libérée du parasitisme de ces personnages de service, il est aujourd'hui évident que le parvenu moyen en est réduit à pleurer dessus quand, après de somptueux dîners, il lave la vaisselle avec ses invités, à l'américaine, en les faisant passer à la cuisine. Mais, si dans les faits les fonctions serviles au niveau social ont, d'une certaine façon, perdu leur côté humiliant, elles ne se justifient pas par leur utilité ni par les formes qu'elles ont prises qui n'en sont pas moins ignobles en définitive qu'auparavant.*

*Engels nous enseigne qu'il a déjà démontré que « dans notre organisation rationalisée, le temps de travail individuel actuellement en vigueur peut être tout de suite réduit de moitié, seulement en utilisant les forces de travail qui aujourd'hui ne le sont pas ou qui le sont mal. » Nous sommes en 1845, rappelons le.*

*Mais Engels pense que nous ne sommes pas encore au point le plus important et en arrive à la destruction du foyer domestique familial. Il s'agit de l'association des forces individuelles non*

seulement dans la production mais aussi au niveau de la consommation de biens matériels dans un premier temps.

Engels s'associe ici aux propositions de son contemporain, le "socialiste anglais Robert Owen". Un utopiste, disons-nous aujourd'hui, sans rien ôter de l'estime que Marx avait pour lui. Mais si nous ne nous étendons pas sur les idées schématiques d'Owen, occupé à réaliser ses idées à New Lanark, dans ses usines communistes, que Engels décrit comme étant valables de son temps, comme le palais carré de 1650 pieds de large (environ 500 mètres), contenant un grand jardin et capable de loger de deux à trois mille personnes (c'est en fait un projet plus valable que beaucoup d'autres de l'architecture hypocrite, même la plus moderne: les immeubles d'aujourd'hui de 25 hectares n'entasseraient pas moins de dix mille personnes), la partie critique du passage est tout aussi décisive.

Il y a 125 ans, c'était une vision futuriste que celle du chauffage central. Dans la traditionaliste Angleterre, encore en 1962, on s'en prend aux projets qui renoncent aux cheminées à bois individuelles dans chaque chambre. Le génial Owen avait tout calculé pour réaliser des économies immédiates. Et Engels en profite pour faire le compte minutieux du gaspillage énorme de forces et de temps de travail que comporte l'atomisation de l'humanité en cellules familiales moléculaires, dont les effets économiques sont de toutes façons moins délétères que les effets politiques et sociaux; car les limites de ceux-ci coupent les ailes au développement de l'homme social nouveau, incapable de se rendre solidaire de ses semblables sous le prétexte idiot qu'il doit d'abord satisfaire ses propres besoins et ceux de sa petite famille, prétexte qui devient chaque jour un plus odieux mensonge.

Derrière les louanges réactionnaires et rhétoriques de ce type de société et de famille, pourries depuis des millénaires, se cache un des plus honteux esclavage, celui des ménagères ou femmes "à la maison", d'où sont issues, pareillement dégénérées et contre nature, les nations riches du style américain et les nations pauvres où les femmes des classes travailleuses portent deux fardeaux sur leurs miséreuses épaules de "sexe faible", pour reprendre l'expression hypocrite des bien-pensants.

Avec Owen, Engels ironise sur le temps perdu à faire les mêmes provisions en deux mille parts séparées chez le boulanger et chez le boucher. L'homme-moderne, crétinisé par deux siècles de capitalisme, croit, à la suite du bourrage de crâne de la télévision et la presse, que traîner dans les magasins représente le plaisir suprême de la vie humaine! Tandis que, en Russie, les femmes en sont encore à faire la queue, devant les magasins en se gelant! (...)

L'utopisme oppose à la société actuelle un modèle de société future pensé sur le moment. Le marxisme procède à l'analyse de l'économie capitaliste, comme un produit de l'histoire ou plutôt de sa naissance, comme accroissement des forces productives de l'humanité, à sa corruption actuelle, vers la dilapidation toujours plus folle, jusqu'à la certitude des formes que la société nouvelle prendra, en la détruisant. »

Ainsi dans la société bourgeoise, tout est ruine et déshumanisation: le seul embryon de la société future se trouve dans la lutte révolutionnaire de classe, dans l'union révolutionnaire du prolétariat – hommes et femmes –, dans la solidarité entre exploités, dans le PARTI COMMUNISTE.

### 3 -LA QUESTION FÉMININE MODERNE.

#### \* L'UTOPIE DU FEMINISME INTERCLASSISTE.

Nous avons écrit que la question féminine, au sens moderne, naît justement avec la fin de la famille comme cellule économique et sa persistance en tant que structure "politique" aux seules fins de la conservation sociale, pour maintenir ce que le capitalisme lui-même a détruit: la prétendue "unité familiale" est en fait un non-sens à partir du moment où la production et l'organisation sociales prennent en charge toutes ces fonctions qui, auparavant, étaient dévolues à la famille. C'est justement quand des millions de femmes sont contraintes à chercher du travail hors de la famille, en cette phase de transformation objective de l'organisation familiale, que surgissent les premières revendications féminines, lesquelles concernent les femmes de toutes les couches et toutes les classes sociales. Clara Zetkin, dans son discours au Congrès de Gotha du Parti Social-Démocrate allemand, le 16 Octobre 1896, se référant aux recherches de Bachofen, Morgan, et autres, déclare:

*« On ne pouvait toutefois pas encore parler de question féminine au sens moderne du terme. Seul le mode de production capitaliste a provoqué les renversements sociaux qui ont donné vie à la question féminine moderne tout en brisant l'ancienne économie familiale qui dans la période précapitaliste avait garanti à la grande masse du monde des femmes un moyen de subsistance et un sens à leur vie. Il serait inexact d'appliquer à l'activité qu'on prêtait aux femmes de l'ancienne économie domestique ces concepts négatifs d'économie de misère et de pénurie qui caractérisent l'activité de la femme de nos jours. Tant que la famille antique subsistait, la femme trouvait un sens à sa vie par l'activité productive qu'elle déployait et c'est pourquoi elle n'était pas consciente d'être privée de droits sociaux, même si le développement de son individualité était fortement limité.(...) »*

*Les machines, le mode de production moderne commençaient pourtant, peu à peu, à creuser la tombe de la production familiale autonome, en affrontant des millions, et pas seulement des milliers de femmes au problème de comment trouver un nouveau moyen de subsistance, un sens à leur vie, et une activité qui fût aussi agréable. Des millions de femmes furent contraintes de le chercher au dehors, dans la société. Elles devinrent conscientes que le manque de droits rendait difficile la sauvegarde de leurs intérêts, et c'est ainsi que surgit la seule et vraie question féminine moderne. La question féminine n'existe pourtant qu'au sein de ces classes de la société qui ne sont que des produits du mode de production capitaliste. C'est pourquoi il n'y a pas de question féminine dans la classe paysanne, même si son économie naturelle s'est beaucoup réduite et fait eau de toutes parts. Nous trouvons, par contre, une question féminine dans ces classes de la société qui sont des créations plus directs du mode de production moderne. Donc, la question féminine se pose pour les femmes du prolétariat, de la moyenne et petite bourgeoisie, des couches intellectuelles, et de la grande bourgeoisie, mais elle présente des caractéristiques différentes suivant la situation de classe des dits groupes. »*

D'où la naissance de la question féminine moderne. A partir de ce moment, toutes les femmes, des bourgeoises aux prolétaires, sont impliquées dans la lutte, car toutes sont privées des droits civils et politiques consentis aux hommes : interdiction du droit de vote, du droit d'association, de l'entrée à l'Université et de l'accès à certaines professions, indissolubilité du mariage, avec punition

de l'adultère féminin (et non masculin), aucun droit sur les enfants, propriété exclusive du mari, etc... Les femmes prolétaires durent même défendre leur droit au travail dans la production industrielle face aux prolétaires hommes qui y voyaient une concurrence sans pitié qui aurait abaissé leurs salaires, attitude qui changera seulement quand le prolétariat s'exprimera par des organisations économiques.

En somme, la Révolution démocratique avait laissé de côté les femmes, qui furent contraintes de se battre pour les droits démocratiques, pour la parité avec l'homme. C'est ce qui a justifié la naissance des mouvements féministes, dont le plus connu est celui des suffragettes. Clara Zetkin nous en donne une description qui témoigne que beaucoup d' "héroïnes" bourgeoises se comportèrent en combattantes audacieuses, tout comme le furent les révolutionnaires bourgeois.

En ce domaine, le parti, tout en reconnaissant les mérites de ce mouvement et la nécessité de l'extension des conquêtes démocratiques aux femmes, adopte la même méthode analytique et la même pratique que celles prises face à la Révolution bourgeoise: pas de Révolution par étapes, c'est-à-dire aucune soumission du prolétariat féminin à la bourgeoisie féminine, même pour la conquête des droits démocratiques; et par conséquent: séparation nette entre bourgeoisie et prolétariat du début à la fin.

Nous entendons par là, que le parti communiste n'a jamais accepté les thèses du "peuple féminin", contre le "peuple masculin", mais il a au contraire distingué les intérêts des bourgeoises qui poussent les femmes de la bourgeoisie à la lutte et les intérêts des femmes prolétaires, nettement opposés, même si momentanément ils peuvent converger sur une partie des revendications. Attention, femmes prolétaires - soutenait le parti -, alors que pour la bourgeoisie la démocratie est une fin, elle doit être pour vous un moyen qui vous permette d'accéder à la lutte de classes au même titre que les prolétaires hommes pour la conquête du pouvoir politique !

*« Comment se présente la question féminine pour les femmes de la grande bourgeoisie, poursuit Zetkin. Ces femmes, grâce à leur patrimoine, peuvent développer librement leur individualité, suivre leurs inclinations. Cependant, comme épouses, elles dépendent encore de l'homme. La réminiscence de la tutelle sexuelle des temps antiques s'est transformée dans le droit familial, où la phrase: "et il sera ton seigneur" est encore valide. Quels aspects présente la grande famille bourgeoise où la femme est légalement soumise au mari? C'est depuis la création que cette famille est privée de présupposés moraux. La base de cette union est l'argent et non la personne; ce qui revient à dire: ce que le capital unit, ne peut être divisé par une morale sentimentale. C'est ainsi que dans la morale matrimoniale, deux prostitutions réalisent une vertu. A cela correspond aussi le style de la vie familiale. Là où une femme n'est plus contrainte d'assumer ses devoirs d'épouse, de mère et de ménagère, elle les fait porter sur un personnel de service salarié. Si les femmes de ces couches sociales désirent donner une signification à leur vie, elles doivent avant tout revendiquer de pouvoir disposer de leur patrimoine de façon libre et autonome.*

*Cette revendication se situe ainsi au centre de celles qu'a avancées le mouvement des femmes bourgeoises. Ces femmes se battent pour conquérir ce droit contre le monde masculin de leur propre classe et la lutte est exactement la même que celle qu'a menée la bourgeoisie contre les couches privilégiées, une lutte pour l'abolition de toutes les discriminations sociales basées sur le*

patrimoine. »

Une lutte entre fractions bourgeoises donc. Séparation des biens! Voilà bien l'aspiration des femmes bourgeoises, c'est-à-dire le même droit que l'homme de sa classe d'accéder aux plus-values extorquées au prolétariat.

*« Les féministes plus à droite -poursuit Clara Zetkin -, celles qui, par leur situation sociale, appartiennent à la haute bourgeoisie, mettent deux questions au premier plan: 1) le remplacement du mariage religieux par le mariage civil, ce qui faciliterait par là même le divorce; 2) la possibilité de la séparation des biens des époux dans les pays où celle-ci n'a pas encore été instituée. Ces deux revendications revêtent sans aucun doute la plus grande importance pour les femmes de la moyenne et la grande bourgeoisie, sur les représentants du Capital, quelles que soient ses formes; ceci serait pour eux le meilleur moyen pour défendre leurs intérêts économiques d'une part en sauvegardant les biens communs du père et de la mère à travers le mariage civil des enfants et d'autre part en préservant leur complète indépendance économique, vis-à-vis du mari.(...) En tant que représentant de la grande bourgeoisie, c'est bien évidemment dans cet esprit que nos progressistes tenaient à élaborer leurs propres revendications au sujet de la question familiale. Le programme du parti féminin progressiste déclare: "Sur le terrain du droit familial, il faut instituer le mariage à travers des actes notariés obligatoires pour tous. La consécration religieuse du mariage doit être le fait d'un choix personnel. Le divorce sera facilité et les formes en seront simplifiées. Les parents devront jouir d'une égale autorité sur les enfants. La femme sera en tout l'égale de l'homme: elle aura droit aux biens familiaux et la législation devra la rendre économiquement indépendante du mari si, pour des raisons familiales, il n'est pas à même de gagner sa vie. De la même façon, la législation doit instaurer une protection accrue des enfants, en particulier des enfants illégitimes. (...)*

*En partant de la considération que les structures économiques et sociales sont immuables, les progressistes désirent seulement opérer certaines corrections aux actuels rapports familiaux, corrections qui de toutes façons ne menacent pas du tout les racines de la famille bourgeoise. Les modifications apportées de cette façon n'ont pas seulement le but d'améliorer les relations réciproques entre les personnes unies par les liens légaux du mariage, mais aussi celui de rendre la forme actuelle de la famille plus solide et plus supportable.*

*Quelles sont les caractéristiques de la question féminine dans les couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie? Ici, la famille n'est pas désagrégée par la propriété de la production, mais essentiellement par les phénomènes concomitantes de la production capitaliste; dans la mesure où celle-ci progresse dans sa marche triomphante, la moyenne et la petite bourgeoisie vont progressivement au devant de la destruction. Pour les intellectuels bourgeois, il y a aussi autre chose qui contribue à aggraver leurs conditions de vie ;le capital a besoin de forces de travail intelligentes et ayant reçu une formation scientifique et, en ce sens, il a favorisé une surproduction de prolétaires du travail intellectuel et provoqué ainsi un changement négatif dans la position sociale des membres des professions libérales, autrefois très flatteuse et rentable.*

*Cependant, le nombre des mariages diminue d'autant car, si d'une part les conditions matérielles se sont aggravées, d'autre part les exigences vitales de l'individu ont grandi, si bien que l'homme*



*qui appartient à ces couches réfléchit un bon moment avant de se décider à se marier. La limite d'âge pour créer une famille est repoussée de plus en plus et l'homme se sent moins enclin à sa marier, d'autant plus qu'aujourd'hui l'organisation de la société permet au célibataire de mener une vie commode sans être obligé d'avoir une femme légitime: l'exploitation capitaliste de la force de travail prolétarienne avec ses salaires de misère, fait que la demande de prostituées de la part des hommes est largement couverte par une offre considérable. Ainsi le nombre de femmes non mariées dans les couches de la moyenne bourgeoisie augmente continuellement. Les femmes et les adolescentes de cette classe sont rejetées dans la société pour qu'elles puissent y fonder une existence qui ne leur procure pas seulement du pain, mais également une satisfaction morale. Dans ces couches, la femme n'est pas l'égale de l'homme en qualité de propriétaire de biens privés; elle n'est pas non plus l'égale de l'homme en qualité de prolétaire comme cela se passe dans les couches prolétariennes. La femme de ces classes moyennes doit avant tout conquérir l'égalité économique avec l'homme et elle ne peut le faire qu'avec deux revendications: celle de l'égalité des droits dans la formation professionnelle et celle de l'égalité des droits pour les deux sexes dans la vie professionnelle. D'un point de vue économique, cela revient à la réalisation de la liberté de choix dans le métier, et de la concurrence entre l'homme et la femme. La réalisation de cette revendication déchaîne une opposition d'intérêts entre les hommes et les femmes de la moyenne bourgeoisie et de l'intelligentsia. La concurrence des femmes dans les professions libérales est à l'origine de la résistance des hommes contre les revendications des féministes bourgeoises. »*

C'est à cause du manque d'un patrimoine à partager, donc, que naît aussi une position diverse de la part des féministes petites-bourgeoises intellectuelles sur la question de la famille; alors que les féministes de droite, les grandes bourgeoises, se préoccupent de tourner en leur faveur la légalisation sur le droit familial (comme nous l'avons vu auparavant), les intellectuelles sont pour l'indépendance absolue en dehors de toute institution: homme et femme d'égal à égale sur le marché du travail et "amour libre" quant aux rapports sexuels.

Alexandra Kollontai: *« C'est pourquoi le mot d'ordre des féministes de gauche dans la question familiale n'est pas une réforme de la législation du mariage, mais le triomphe du principe de l' "union libre", de l' "amour libre". Ce mot d'ordre, lancé pour la première fois au début du XIXe siècle par les socialistes, demeure encore aujourd'hui le slogan favori des féministes les plus émancipées; nombreuses sont celles qui font même de l' "amour libre" le centre de la question féminine. Déclarant hardiment la guerre à l'hypocrisie de la double morale, elles ont engagé avec intrépidité le combat contre les masses de philistins bourgeois hérissées de rage et crachant le venin. (...) »*

*Croyant naïvement à la possibilité de créer de nouvelles formes de rapports conjugaux et familiaux sur la sombre toile de fond de la société de classes contemporaine, les féministes et les réformateurs sociaux du camp de la bourgeoisie cherchent à grand-peine ces nouvelles formes . Puisque la vie elle-même ne les a pas encore suscitées, il faut les inventer coûte que coûte, Il doit tout de même bien exister une forme parfaite de rapports entre les sexes, qui même dans la société actuelle résoudrait le difficile problème de la famille. »*

Comme l'on voit, il ne s'agit pas de la destruction révolutionnaire du système capitaliste en tant qu'unique responsable et source de toute oppression, mais de superposer des formes présumées

nouvelles sur les anciennes. Les féministes de gauche, même si elles se distinguent nettement de celles de droite, qui sont ouvertement pour la conservation de la famille traditionnelle, se trouvent cependant de leur côté quant à la conservation de la société existante. Elles combattent les effets et non les causes qui ont déterminé leur oppression, oubliant que si la PROPRIETE PRIVÉE - survivance puante à détruire - se trouve la plus à l'aise dans la forme de la famille traditionnelle, elle n'épargne pas pour cela les "unions libres", du fait qu'elle s'interpose dans toutes les relations que les hommes établissent entre eux dans cette société.

*« Comme toutes ces formules de mariage rendent un son utopique! - poursuit Alexandra Kollontai. Comme elles paraissent de fades palliatifs, sur la sombre toile de fond de notre structure familiale actuelle! L' "union libre", l' "amour libre"! Pour que ces formules puissent voir le jour, il faut avant tout procéder à une réforme radicale (cela va de soi que cela doit être compris dans un sens révolutionnaire, n.d.r.), de tous les rapports sociaux entre les hommes; bien plus, il faut que les normes de la morale sexuelle, et avec elles toute la psychologie humaine, subissent une évolution profonde, fondamentale. Est-ce que la psychologie de l'homme d'aujourd'hui est réellement disposée à admettre le principe de l' "amour libre"? Et la jalousie, qui ronge même les meilleurs esprits? Et ce sentiment, si profondément enraciné du droit de propriété, non seulement sur le corps, mais aussi sur l'âme du partenaire? Et l'incapacité de s'incliner avec déférence devant une manifestation de l'individualité de l'autre, l'habitude soit de "dominer" l'être aimé, soit s'en faire l' "esclave"? Et ce sentiment amer, mortellement amer, d'abandon et d'infinie solitude qui vous prend quand l'être aimé ne vous aime plus et vous quitte? Vers quoi, du fond de ses épreuves, l'homme "seul", l'individualiste tournera-t-il la tête? La "collectivité", avec ses joies, ses peines et ses aspirations, c'est dans le meilleur des cas un "objectif" vers quoi prodiguer ses forces morales et intellectuelles. Mais l'homme d'aujourd'hui est-il capable de communier avec cette collectivité au point de la sentir se réaliser en lui et lui en elle? La vie de la collectivité est-elle en mesure de remplacer ses petites joies personnelles? Sans une âme proche, "unique", même un socialiste, même un collectiviste est infiniment seul dans notre monde antagoniste, et c'est seulement dans la classe ouvrière que nous pouvons apercevoir la pâle lueur annonciatrice de nouveaux rapports entre les hommes, plus unis, d'esprit plus social.*

*Le problème de la famille est complexe, embrouillé et multiple, comme la vie elle-même et ce n'est pas notre organisation sociale qui permettra de le résoudre. »*

Nous insistons quand même: de la critique de cette déviation petite-bourgeoise, nous ne faisons pas dériver une plus grande sympathie pour la famille traditionnelle, pas même, de façon hypocrite, "dans l'attente de la conquête du pouvoir" : comme nous l'avons déjà démontré, femme légale et prostituée sont, dans la plupart des cas, les deux tristes faces de la même médaille.

Nous combattons l'idéologie de l' "amour libre" seulement quand on prétend la substituer à la révolution, comme moyen de résoudre définitivement ainsi le problème des rapports entre les sexes. C'est pourquoi nous voulons bien mettre en évidence que c'est justement le féminisme - en tant qu'idéologie - qui fait passer, comme finalité politique se suffisant à elle-même, la tentative légitime de millions de femmes qui cherchent indépendance et équilibre par l'affirmation de leur propre individualité, et par la tentative de se soustraire dès aujourd'hui à la tutelle de l'homme, pour rétablir avec lui un rapport non pas antagonique, mais d'égal à égal.

La recherche de l'amour libre, même épurée de toutes ses racines petites-bourgeoises et de l'anathème des conservateurs et réactionnaires, est un aspect de l'affirmation de soi-même - en tant que personne - dont des millions de femmes sentent le besoin. Des formes nouvelles de rapports entre les sexes ne peuvent s'affirmer sans briser tout l'ordre social existant, mais le processus qui tendra vers cette finalité est reconnaissable dès aujourd'hui dans la voie indépendante que tant de femmes sont péniblement en train de parcourir et qui provient précisément de la décomposition croissante des institutions actuelles.

Sous l'impulsion de la production capitaliste, des millions de femmes ont été contraintes d'entrer dans la collectivité existante au-delà des murs domestiques et, donc, d'entrer simultanément en contradiction avec la récente image de la femme-objet, dépendante sur tous les plans: économique, social, sexuel.

Il est d'autant plus indispensable de rejeter l'étroitesse et le séparatisme que le féminisme exprime, qu'il faut réaffirmer avec force que le mouvement de la classe comprend aussi l'armée des femmes en marche pour leur libération.

#### **\* LA CONDITION DE LA FEMME PROLÉTAIRE.**

Clara Zetkin : « *En ce qui concerne la femme prolétaire, la question féminine naît du besoin d'exploitation du capital qui la pousse à chercher continuellement des forces de travail à meilleur marché. Ainsi, la femme prolétarienne est-elle insérée elle-aussi dans le mécanisme de la vie économique actuelle ; elle est poussée vers l'usine et forcée de travailler aux machines. Elle était entrée dans la vie économique pour apporter une aide à son mari: le mode de production capitaliste l'a transformée en une concurrente déloyale. Elle voulait accroître le bien-être de sa famille, et n'a fait qu'aggraver sa situation. La femme prolétarienne voulait travailler pour que ses enfants aient une vie meilleure, et elle est presque toujours arrachée à leurs bras. Elle est devenue une force de travail tout à fait égale à l'homme: la machine a rendu superflue la force musculaire, et partout le travail des femmes a pu fournir les mêmes résultats de production que le travail masculin.*

*De plus et surtout, comme elle est une force de travail docile qui n'ose que très rarement opposer une résistance à l'exploitation capitaliste, les capitalistes ont multiplié les possibilités d'employer le travail industriel des femmes sur la plus large échelle. Par conséquent, la femme du prolétaire a pu ainsi conquérir son indépendance économique (c'est-à-dire la possibilité d'un salaire personnel, quand bien même insuffisant par rapport à celui de l'homme, n.d.r.). Mais elle n'en a tiré aucun avantage. Si, à l'époque de la famille patriarcale, l'homme avait le droit d'employer modérément le fouet pour punir sa femme, le capitalisme la punit maintenant avec le fléau. A cette époque, la domination de l'homme sur la femme était atténuée par les relations personnelles, alors qu'entre l'ouvrière et l'employeur il n'y a qu'un rapport marchand!*

*La prolétaire a obtenu son indépendance économique ; mais, pas plus en tant que femme qu'en tant qu'épouse, elle n'a la possibilité de développer son individualité. En ce qui concerne ses devoirs d'épouse et de mère, il ne lui reste plus que les miettes que la production capitaliste veut bien lui laisser.*

*C'est pourquoi la lutte d'émancipation de la femme prolétaire ne peut pas être une lutte semblable à celle que mène la femme bourgeoise contre l'homme de sa classe.(...) Elle, la femme prolétaire, n'a plus besoin de lutter contre les hommes de sa classe pour abattre les barrières dressées par la libre concurrence. Les besoins d'exploitation du capital et le développement du mode moderne de production se sont entièrement substitués à elle dans cette lutte. Ce q' il faut, au contraire, c'est élever de nouvelles barrières contre l'exploitation de la femme prolétaire. Le but final de sa lutte n'est pas la libre concurrence avec l'homme, mais la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. La femme prolétaire combat côte à côte avec l'homme de sa classe contre la société capitaliste. » (ibid.)*

*« Cela ne veut pas dire - poursuit Clara Zetkin - qu'elle ne doit pas appuyer aussi les revendications du mouvement féminin bourgeois. Mais la réalisation de ces revendications ne représente pour elle qu'un instrument, un moyen pour atteindre la fin, pour entrer dans la lutte sur un pied d'égalité aux côtés du prolétaire (...). Même si les femmes obtiennent l'égalité politique, cela ne change rien, concrètement, dans les rapports de force. La femme prolétaire se met du côté du prolétariat, et la femme bourgeoise du côté de la bourgeoisie. Nous ne devons pas nous laisser tromper par des tendances socialistes au sein du mouvement féminin bourgeois: celles-ci ne se manifestent que tant que les femmes bourgeoises se sentent opprimées. » (ibid)*

*« La prolétaire - précise Alexandra Kollontai - analyse les causes qui ont déterminé la forme actuelle du mariage et de la famille (...). C'est là que réside la différence essentielle entre la façon bourgeoise et la façon prolétaire d'aborder le problème complexe de la famille. »*

De cette analyse, il ressort avec évidence que les femmes, toutes les femmes doivent affronter avec la lutte, les problèmes de leur émancipation "démocratique" - où par démocratique nous entendons l'égalisation avec l'homme, objectif qui en soi n'est pas incompatible avec l'existence de la société bourgeoise - , mais elles ne peuvent pas et ne doivent pas se regrouper de manière indifférenciée sous l'unique bannière "féministe" car les intérêts des classes en présence parmi les couches féminines rendent divergents les buts finaux et les moyens à mettre en œuvre.

C'est aux prolétaires femmes que revient au contraire le devoir le plus ardu: affronter, ensemble avec les hommes de leur propre classe, toute revendication démocratique avec les méthodes de l'action directe et de la lutte de classe - caractéristiques et exclusives de tout le mouvement ouvrier - , non contre les "mâles"; mais contre la société tout entière, représentée par l'Etat bourgeois.

C'est là et là seulement l'enseignement qui doit prévaloir, par le biais "d'un engagement frontal contre toutes les autres idéologies, bourgeoises et petites-bourgeoises, dans le but de créer un front de combat où toutes les femmes, qui, sincèrement, sentent le besoin urgent de se libérer de leur condition d'esclave, puissent converger.

#### **4- LE PARTI FACE AUX REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES.**

Quand les marxistes parlent de revendications démocratiques, il est clair qu'ils n'entendent pas parler de la démocratie formelle, comme, par exemple la pourriture du jeu parlementaire entre cliques politiques, et encore moins attacher une quelconque importance au conte idéaliste et démagogique des écervelés sur les majorités et les minorités, mais plutôt qu'ils reconnaissent dans

des revendications sociales et politiques déterminées les éléments du progrès historique indispensable au processus révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat et de toute la société. Ces revendications sont dites "démocratiques" précisément parce qu'elles ne concernent pas une seule classe, par exemple le prolétariat, mais diverses couches sociales, et même toutes les strates sociales, de la bourgeoisie au prolétariat; il s'agit en somme de tous ces droits à la "liberté et à l'égalité" qui servirent de drapeau à la révolution bourgeoise.

Ce n'est pas le propre de la critique marxiste de démontrer l'impossibilité pour la bourgeoisie d'être conséquente avec ses propres revendications. Les marxistes ont démontré non seulement que le pouvoir de la bourgeoisie se fondait sur l'oppression de la classe prolétarienne - dernière classe historique - mais encore sur la survivance de formes historiques arriérées par rapport au développement capitaliste, comme l'esclavage des femmes dans l'économie domestique et leur ségrégation politique et civile.

La révolution bourgeoise avait laissé de côté les femmes: les canons de la démocratie formelle: "tous les citoyens sont libres et égaux devant la loi et l'Etat" ne s'appliquaient pas à elles, car, comme on l'a vu, pour elles furent promulguées des lois spéciales, discriminatives, qui les cantonnaient à certains rôles. Sur toutes les femmes pesait ce fardeau, excepté les prolétaires qui devaient en supporter deux: celui de la discrimination sociale et politique et celui économique, en tant qu'élément de la classe des déshérités.

C'est pourquoi il serait trop limitatif pour la révolution de délimiter la question féminine au strict domaine "ouvrier" et de ne reconnaître l'oppression de la femme que dans la situation de l'ouvrière. Ce sera justement Lénine qui s'exclamera de façon passionnée, au cours de sa fameuse conversation à l'automne 1920 avec Clara Zetkin (Souvenir sur Lénine, 1924):

*« Nous haïssons, oui, nous haïssons tout ce qui opprime et torture la femme travailleuse, la ménagère, la paysanne, la femme du petit commerçant et, dans beaucoup de cas, la femme des classes possédantes. Nous revendiquons dans la société bourgeoise, une législation sociale en faveur de la femme, parce que nous comprenons sa situation et ses intérêts sur lesquels nous porterons toute notre attention pendant la dictature du prolétariat. Naturellement nous ne le faisons pas comme les réformistes en en parlant à la légère pour convaincre les femmes à rester inactives, en les tenant en laisse. Non, certainement pas, mais nous le faisons comme cela convient à des révolutionnaires, en les appelant à travailler d'égal à égale, pour transformer la vieille économie et la vieille idéologie. »*

Il nous semble entendre parler les antiféministes qui voudraient conserver le *status quo* : "Mais comment Lénine ne voyait-il pas le front de classe? Est-il possible qu'il se soit adressé à toutes les femmes? "

Lénine était un révolutionnaire extraordinaire qui savait manier l'arme de la dialectique, non seulement en paroles, mais aussi dans les faits - on l'a vu en Russie - et il savait très bien, que le front de classe ne doit pas être cherché sur le terrain des revendications, lesquelles étaient nécessairement communes à beaucoup de femmes, mais bien sur le terrain des moyens à utiliser pour arriver au but, et que ces moyens n'étaient autres que les moyens traditionnels du mouvement ouvrier et du parti révolutionnaire: action directe contre l'état capitaliste et non division entre

hommes et femmes; unité prolétarienne d'hommes et de femmes organisés qui auraient participé à la lutte indépendamment des autres classes, au sein du parti.

En fait, si certaines revendications sont communes à tout le "peuple" féminin, les moyens pour les affirmer ne sont pas communs, justement parce que ce peuple est divisé en classes antagonistes avec des finalités historiques différentes. C'est pour cela que les communistes et eux seuls proclament aujourd'hui cette vérité et sont en mesure de conduire de façon cohérente la lutte pour les revendications démocratiques et pour réaliser cette fameuse "justice sociale" que les démocrates en paroles d'hier et d'aujourd'hui invoquent à tout moment.

Il serait erroné d'identifier les "droits démocratiques" avec les "moyens démocratiques", et de nier les premiers s'ils sont contradictoires avec les seconds . C'est encore Lénine qui parle:

*« Le mouvement communiste féminin doit être un mouvement de masse, une partie d'un mouvement général de masse, non seulement du prolétariat mais aussi de tous les exploités et de tous les opprimés, de toutes les victimes du capitalisme et de toute forme d'esclavage. »*

Nous verrons plus loin comment Lénine entendait poser pratiquement le problème sur le terrain de l'affrontement avec la bourgeoisie; pour le moment, nous voulons souligner le mérite de trois revendications fondamentales: liberté de divorce, d'avortement, et suffrage universel, que le parti a dû non seulement prendre en considération mais, comme on dit "administrer" au lendemain de la prise de pouvoir en Russie.

#### **\* LE DROIT DE VOTE.**

Bien que cette revendication particulière ait déjà été accordée dans les sociétés occidentales, les termes dans lesquels elle fut imposée par la Seconde et la Troisième Internationale Communiste mettent en lumière la nécessité de la lutte pour les droits politiques des femmes, même après l'accomplissement de la révolution bourgeoise et la façon dont le parti définit un front de classe à l'intérieur même du mouvement féministe. La résolution présentée par Clara Zetkin au congrès socialiste international, de Stockholm, le 22 Août 1907, dit :

*« La reconnaissance du droit de vote au sexe féminin ne supprime pas la contradiction de classe entre exploité et exploitateur, d'où naissent les obstacles les plus difficiles pour le développement libre et harmonieux des femmes prolétaires. Cette reconnaissance n'élimine pas non plus les conflits qui surgissent des contradictions sociales entre hommes et femmes au sein de l'ordre capitaliste, conflits qui touchent la femme en tant que représentant de son sexe. Au contraire, la pleine assimilation politique du sexe féminin prépare le terrain sur lequel ces conflits atteignent leur plus grande acuité, conflits de différents types, parmi lesquels le plus important et le plus douloureux est celui du travail professionnel et de la maternité. Pour nous socialistes, le droit de vote donné aux femmes ne peut être par conséquent l'objectif final, comme il l'est pour les femmes bourgeoises (...). Pour les prolétaires, ce droit représente une arme dans la bataille qu'elles doivent mener pour que l'humanité ait le dessus sur l'exploitation basée sur la domination de classe; ce droit leur accorde une plus grande participation à la lutte pour la conquête du pouvoir politique de la part du prolétariat afin de dépasser l'ordre capitaliste. (...) Nous, socialistes, réclamons le droit de vote pour les femmes non pas en tant que droit naturel, qui va de soi . Nous le réclamons en tant que*

droit social fondé sur une activité économique en mutation, sur l'existence et sur la conscience personnelle d'un tout que la femme transforme (...).

*La femme est arrachée du foyer, sa source vive, et elle a alors la possibilité d'exister économiquement en dehors de la famille, et obtient l'indépendance économique. Mise sur le même pied que l'homme, soumise aux mêmes conditions, d'ailleurs souvent encore plus dures, la femme doit embrasser la lutte contre la vie hostile poussée par des motifs vitaux plus ou moins intrinsèques. Dans cette lutte, elle a besoin, comme l'homme, de ses pleins droits politiques du fait que ces droits sont les armes avec lesquelles elle doit défendre ses propres intérêts. Le bouleversement de sa vie sociale implique aussi un changement radical de la structure de son monde intuitif et intellectuel. L'absence totale de droits politiques, que le sexe féminin a dû supporter comme un fait évident durant de longs siècles, lui semble d'une injustice inouïe. Par un processus lent et douloureux, la femme est sortie des dédales de l'antique vie de famille pour entrer dans le forum de la vie publique. Elle exige la pleine assimilation politique - telle qu'elle s'exprime dans le droit de vote - comme une nécessité de la vie sociale et comme une affirmation de sa maturation sociale. Le droit de vote pour la femme est le pendant politique nécessaire de son indépendance économique.*

*Au vu de cette situation, on devrait penser que tout le sexe féminin privé des droits politiques se bat comme une phalange pour le suffrage universel féminin. Mais ce n'est pas le cas, les femmes bourgeoises ne sont pas non plus unies sur le principe de la pleine égalité politique. Et cela n'est pas dû, en dernière instance, à l'incompréhension et à la tactique myope des dirigeantes féministes, quelles que soient leurs responsabilités personnelles. Cette situation est la conséquence inévitable des diverses stratifications sociales, à l'intérieur du monde féminin. Les objectifs et les motivations pour lesquels on veut le droit de vote sont inversement proportionnels à l'importance du patrimoine. Ils sont donc très réduits pour les femmes de la grande bourgeoisie et très importants pour les femmes prolétaires. Ainsi, même la bataille pour le suffrage universel est dominée par l'affrontement de classes; il ne peut y avoir de lutte unitaire de tout le sexe féminin. Les femmes prolétaires ne peuvent donc pas compter sur l'appui des femmes bourgeoises dans la lutte pour leurs droits civils; les contradictions de classes excluent que les prolétaires puissent s'allier avec le mouvement féministe bourgeois. Par là, on ne veut pas dire qu'elles repoussent les féministes bourgeoises si ces dernières, dans la lutte pour le suffrage universel féminin, se mettent de leur côté et derrière elles pour combattre l'ennemi commun sur divers fronts. Mais les femmes prolétaires doivent être parfaitement conscientes que le droit de vote ne peut pas se conquérir à travers une lutte du sexe féminin par une discrimination de classe contre le sexe masculin, mais seulement par la lutte de classes de tous les exploités, sans discrimination de sexe. Contre les exploités, toujours sans discrimination de sexe. »*

#### **\* LA LIBERTÉ DE DIVORCE.**

La législation récente, même des pays les plus avancés, confirme la difficulté réelle qu'ont les femmes pour se libérer du mariage. À ce niveau aussi, la condition d'infériorité juridique de la femme en général n'est donc pas changée en substance, alors qu'encore aujourd'hui s'ajoute souvent pour les femmes prolétaires l'impossibilité économique de pouvoir s'émanciper du lien matrimonial;

Sur le thème du divorce, Lénine s'exprime ainsi dans un article de 1916 :

*« L'exemple du divorce montre à l'évidence qu'on ne peut pas être démocrates et socialistes si on ne revendique pas tout de suite la pleine liberté de divorce, car l'absence de cette liberté est une forme de super oppression pour la femme (...). En régime capitaliste, on donne en exemples, non comme cas extrêmes mais comme phénomènes typiques, des conditions où les classes opprimées ne peuvent "exercer" leurs droits démocratiques. Le droit au divorce reste, dans la très grande majorité des cas, non réalisé sous le capitalisme, car le sexe opprimé est écrasé économiquement, et car la femme continue à être dans toute démocratie capitaliste une "esclave domestique" confinée dans la chambre, de celle des enfants et à la cuisine. Seul celui qui est absolument incapable de réfléchir et qui ignore tout du marxisme peut tirer de cela la conclusion que la république, la liberté de divorce, la démocratie et l'autodétermination des nations ne sont utiles en rien!*

*Les marxistes savent au contraire que la démocratie ne détruit pas l'oppression de classe, mais rend seulement plus pure, plus ample, plus ouverte et plus énergique la lutte de classes: et c'est ce qu'il nous faut. Plus la liberté de divorcer est complète, plus il résulte clairement pour la femme que la source de son "esclavage domestique" est à rechercher dans le capitalisme et non encore dans le manque de droits. Plus l'égalité juridique des nations est intégrale (et elle est incomplète sans la liberté de séparation), plus il résulte clairement pour les ouvriers de la nation opprimée que le mal est dans le capitalisme, et non dans l'absence de droits, et ainsi de suite.(...)*

*Le droit au divorce, comme tous les droits démocratiques sans exception, peut difficilement être réalisé en régime capitaliste si ce n'est d'une façon conventionnelle, limitée, étroite et formelle, et, cependant, aucun social-démocrate honnête ne pourra considérer non seulement comme socialiste mais pas même comme démocrate celui qui nie ce droit. C'est ici-qu'est l'essence du problème. Toute la "démocratie" consiste dans la proclamation et dans l'actualisation de "droits" peu exercés et de façon très théorique sous le capitalisme, mais le socialisme est inconcevable sans cette proclamation, sans la lutte pour réaliser ces droits immédiatement, sans l'éducation des masses dans l'esprit de cette lutte. »*

### **\* LE DROIT À L'AVORTEMENT CONTRE L'ATROCITE DE L'AVORTEMENT CLANDESTIN.**

Nous pensons nécessaire de nous arrêter un instant en particulier sur le "droit à l'avortement" tant débattu, car il s'adapte très bien pour démontrer toute l'hypocrisie bourgeoise, vu l'acharnement (par exemple en Italie) que les curés et les vulgaires natalistes forcenés mettent pour empêcher l'application de cette loi. Alors que pendant des années ils se sont tus à propos de l'avortement clandestin et de toutes les misères morales et matérielles qui accompagnent le manque de planification des naissances.

Clara Zetkin identifie dans le conflit entre travail professionnel et maternité, - qu'elle définit comme le plus douloureux – l'élément le plus grave dans le parcours pour l'émancipation de la femme. Le droit à l'avortement s'insère dans l'ensemble des revendications en faveur de la femme pour la protéger, à certaines époques historiques, des conséquences douloureuses de la maternité et



pour réduire son degré d'asservissement à l'exploitation capitaliste. Le recours à l'avortement, le parti ne l'a pas inventé en le considérant comme le meilleur moyen pour résoudre les problèmes sociaux des femmes et le problème de la misère en général, mais c'est une conséquence de la société de classes et de son exploitation bestiale, à tel point que les pratiques de l'avortement sont aussi vieilles que cette société dégueulasse dans laquelle nous vivons. Aux morts du travail, on devrait ajouter les milliers de femmes décédées à la suite de pratiques abortives clandestines, et des milliers d'enfants morts ou maltraités par manque de la protection minimale que la société capitaliste n'assume pas, mais impose à la femme seule, qu'elle soit prolétaire avec un maigre salaire ou expulsée de la production à cause du chômage ou à cause justement des enfants trop nombreux dont elle a à s'occuper (Qu'en pensent les moralistes et les natalistes forcenés qui radotent sur le droit à la vie des petits napolitains qui se réfugient dans la crasse d'une pièce qui va jusqu'à contenir quatorze enfants?). Mais il faut noter que Lénine, au delà de ces considérations, définit la liberté d'avortement comme un aspect de la "défense des droits démocratiques fondamentaux pour les citoyens des deux sexes". D'autre part, la régulation des naissances n'est pas une revendication bourgeoise, même si c'est une nécessité sociale que chaque classe et chaque mode de production ne peut ignorer, mais que toute classe et tout mode de production cherche à résoudre par rapport à ses buts.

C'est pour cela que les communistes ne peuvent pas avoir un schéma rigide. OUI aux naissances ou bien NON aux naissances, mais, alors que la bourgeoisie se sert de cette fonction sociale à des fins capitalistes, donc contre une partie de la société, les communistes veulent prendre en main cette fonction pour faire en sorte qu'elle coïncide avec l'intérêt de l'espèce et donc de toute la société. La revendication de l'avortement libre et gratuit, qui se heurte à tant d'oppositions, va dans ce sens. Si elle a dû, d'un côté, pour ses besoins d'exploitation, approuver une loi partielle, la bourgeoisie, de l'autre côté, laisse les mains libres à son allié clérical, pour la combattre.

D'autre part, le but de la bourgeoisie étant le maintien de l'exploitation, cela ne peut mener qu'à des méthodes aberrantes, même au niveau de la régulation des naissances. Elle se scandalise face à l'avortement, alors que, comme l'écrit Bebel dans son livre, à certaines périodes historiques, c'est la bourgeoisie elle-même qui a encouragé l'homosexualité masculine et la prostitution, comme frein à la surproduction d'hommes; et que dire de la "pilule" moderne, même si c'est le moindre mal, dont personne ne connaît les conséquences, peut-être négatives, qu'elle peut avoir sur la femme et sur d'éventuels enfants, en dehors de la condamnation psychologique qu'entraîne pour des milliers de femmes la contrainte de cette méthode anticonceptionnelle?

C'est indifféremment que la bourgeoisie donne des primes aux familles prolifiques, qui sont évidemment des familles prolétariennes, quand sa soif de profit appelle une superproduction de force de travail, une augmentation du nombre des exploités. C'est le vrai visage du capitalisme qui a une seule "morale": le profit qu'il essaye de cacher derrière des principes sociaux ronflants. Ainsi, d'un côté, il condamne la prostitution et l'homosexualité qu'il a lui-même suscitées, comme le produit de manies perverses de certains hommes et de certaines femmes, en les mettant en marge de la société, de l'autre côté il nie l'avortement au nom de la défense de la vie et il défend le mariage, déjà défini par nous comme la plus grande prostitution légalisée, au nom de l'amour.

Nous répondons avec Lénine, que les communistes aussi ont une seule "morale", - la révolution sociale -, et n'ont pas besoin se cacher derrière une quelconque prêche hypocrite sur la vie, même si, contrairement à tous les autres, sectes et partis, nous sommes vraiment les seuls pour qui la vie ait de la valeur. C'est pour cela que nous affrontons le problème de l'avortement en matérialistes, pensant à ce qui sert la lutte qui - nous tenons à le répéter ici - est l'expression organisée des besoins immédiats des opprimés. On objectera: mais n'est-ce pas Lénine qui tape sur les malthusiens, contre leur propagande pour la limitation des naissances? Oui, et nous revendiquons totalement cette bataille contre la petite bourgeoisie effarouchée qui, aux moments des crises capitalistes, se sent mal à l'aise et a peur de voir finir ses privilèges, et dont le danger d'être rejeté dans le prolétariat l'effraie encore plus. La petite bourgeoisie n'a pas de perspective historique, elle ne prévoit ni ne désire la fin du régime capitaliste, aussi elle fait sienne la théorie de la limitation des naissances ("moins on sera à table, plus nous avons de chances de survivre") dans sa tentative d'endiguer la crise qui l'opprime sans pour cela recourir à la révolution. Lénine combat cette théorie comme nuisible au prolétariat et à sa lutte, car elle exprime le manque de confiance envers le futur révolutionnaire que les nouvelles générations devront mener à bon terme:

*« La classe ouvrière ne court pas à la ruine, mais elle croît, devient plus forte et plus mure, elle devient compacte, s'éduque et se trempe par la lutte (...). Nous jetons les bases du nouvel édifice et nos fils le porteront à terme. C'est la raison pour laquelle nous sommes décidément ennemis du malthusianisme. »*

Lénine s'exprime ainsi au nom de toute la classe ouvrière pour rejeter la mollesse des classes moyennes, mais c'est toujours Lénine qui conclut en soutenant tout aussi clairement que:

*« Cela ne nous empêche pas d'exiger l'abrogation de toutes les lois qui interdisent l'avortement et interdisent la diffusion des écrits médicaux à propos des moyens de contraception, etc... Ces lois ne sont qu'une hypocrisie des classes dominantes. Ces lois ne referment pas les plaies du capitalisme, mais les rendent particulièrement mauvaises et graves pour les classes opprimées. (...) Une chose est la liberté de propagande sanitaire et la défense des droits démocratiques fondamentaux pour les citoyens des deux sexes, autre chose est la doctrine sociale du malthusianisme. »*

La doctrine du prolétariat dans la Russie révolutionnaire le démontrera dans les faits avec la loi du 20 novembre 1920. Alexandra Kollontaï, dans une conférence tenue en 1921, à la suite d'un long exposé sur la situation des femmes, s'exprime ainsi sur l'avortement:

*« Par la loi du 20 novembre 1920, la république des travailleurs a reconnu que l'avortement n'était pas un délit. Cette loi a été promulguée à l'initiative et avec l'ardente participation de la section des Femmes. Qu'est-ce qui motive une telle attitude dans cette question? Nous reconnaissons que l'URSS souffre non pas d'une surabondance de forces de travail, mais bien plutôt d'un manque. L'URSS n'est pas un pays surpeuplé, mais sous-peuplé. Chez nous, la force de travail est comptée. Comment alors a-t-on pu décréter que l'avortement n'était pas condamnable? Dans sa politique, le prolétariat n'aime pas l'hypocrisie, ni la tartufferie. L'avortement est un phénomène lié au problème de la maternité, il résulte de la situation précaire des femmes (nous ne parlons pas de la classe bourgeoise, où l'avortement a d'autres causes: répugnance à "partager l'héritage",*

*répugnance de femmes avides d'une existence sans soucis à supporter les souffrances de la maternité à gêner leur silhouette, à être tenues pendant quelques mois à l'écart d'une "saison de plaisir", etc...).*

*L'avortement existe et fleurit dans tous les pays, et ni lois ni mesures de répression n'ont pu l'extirper. Il existe toujours des moyens de tourner la loi. Mais l' "aide clandestine" aux femmes enceintes n'aboutit qu'à les mutiler, à en faire pour longtemps une charge pour l'Etat des travailleurs, et à diminuer en fin de compte la quantité de force de travail. Un avortement fait dans les conditions d'une intervention chirurgicale normale est beaucoup moins nuisible, beaucoup moins dangereux. La femme peut alors retourner rapidement à son travail. Et le pouvoir des soviets, conscient que l'avortement ne disparaîtra que lorsque, d'une part, la république disposera d'un large réseau d'établissements de protection de la maternité et d'éducation sociale et, d'autre part, lorsque les femmes auront l'idée bien ancrée que mettre au monde un enfant sain est pour elles un devoir social, a donc admis la pratique de l'avortement au grand jour, dans des conditions cliniques saines. La nécessité de l'avortement sera également moindre par des mesures hygiéniques de régulation des naissances.*

*La tâche de la république des travailleurs est d'affermir chez les femmes, par un large développement de la protection de la maternité, un instinct maternel sain, de rendre la maternité compatible avec le travail pour la collectivité, et ainsi d'éliminer la nécessité de l'avortement. Telle est la façon dont la république des travailleurs a abordé la solution de ce problème, qui se pose encore, et dans toute son ampleur, aux femmes des pays bourgeois. » (et qu'on ne vienne pas nous parler de la Russie "arriérée" ! A plus de cinquante années d'intervalle, la femme a encore affaire non seulement au gendarme, mais encore au regard farouche des moralisateurs !).*

*« Les femmes des États bourgeois se débattent dans la situation pénible engendrée par la guerre mondiale, elles succombent sous un double fardeau: le travail salarié pour le capital, et la maternité (...). Dès lors que la femme sera devenue, du point de vue de l'économie nationale, une individualité travailleuse indispensable, la clé sera trouvée qui permettra de résoudre les questions complexes et fondamentales de son existence. Dans la société bourgeoise, où l'économie domestique complète le système économique capitaliste, où la propriété privée engendre la stabilité du cadre familial fermé, les femmes qui travaillent n'ont pas d'issue. »*

Voilà comment raisonnent les marxistes! Nous luttons pour que se développe un instinct maternel sain qui sera à la base d'un développement harmonieux de l'espèce, mais nous ne faisons pas des sermons vides aux milliers de femmes opprimées par de terribles fardeaux, et encore moins en ménageant notre mépris pour ce "sentiment" hypocrite sur les petits enfants supprimés quand ils sont encore à l'état d'embryon, sentiment que nourrit habituellement le cœur de celui qui ne connaît pas les souffrances matérielles et morales des milliers de femmes qui n'ont pas d'autre issue.

Trotsky dans son livre "La Révolution trahie", parle de l'époque pendant laquelle la contre-révolution stalinienne était en train de remettre en cause toutes les conquêtes d'Octobre; entre autres, on devait redonner de la valeur à la famille, formidable bastion de la conservation bourgeoise. C'est pourquoi il était nécessaire d'interrompre le processus d'émancipation des femmes avec la formule traditionnelle, trop connue de l'occident bourgeois: "les joies de la

maternité", en abrogeant les lois sur l'avortement libre et gratuits.

*« Le grand nombre d'enfants abandonnés est indiscutablement la preuve la plus tragique et la plus incontestable de la pénible situation de la mère. Même l'optimiste Pravda se voit réduite à d'amers aveux sur ce sujet. "La naissance d'un enfant est pour beaucoup de femmes une menace sérieuse...". Et c'est précisément pourquoi le pouvoir révolutionnaire a apporté à la femme le droit à l'avortement, l'un de ses droits civiques, politiques et culturels essentiels tant que durent la misère et l'oppression familiale, quoi qu'en puissent dire les eunuques et les vieilles filles des deux sexes.*

*Mais ce triste droit devient, de par l'inégalité sociale, un privilège. Les renseignements fragmentaires fournis par la presse sur la pratique des avortements sont saisissants: "cent quatre-vingt quinze femmes mutilées par les faiseuses d'anges", dont trente trois ouvrières, vingt huit employées, soixante cinq paysannes de kolkhoze, cinquante huit ménagères passent en 1935 par un hôpital villageois de l'Oural (...). Combien de femmes sont chaque année mutilées par des avortements mal faits dans l'URSS entière?*

*Ayant démontré son incapacité à fournir aux femmes obligées de recourir à l'avortement le secours médical nécessaire et des installations hygiéniques, l'Etat change brusquement de voie et s'engage dans celle des prohibitions (...). Un des membres de la Cour suprême soviétique, Soltz, spécialisé dans les questions se rapportant au mariage, justifie la prochaine interdiction de l'avortement en disant que la société socialiste ne connaissant pas le chômage, etc..., la femme ne peut y avoir le droit de repousser les "joies de la maternité". Philosophie de curé disposant par surcroît de la poigne du gendarme. Nous venons de lire dans l'organe central du parti que la naissance d'un enfant est pour beaucoup de femmes - et il serait plus juste de dire pour la plupart - "une menace". Nous venons d'entendre une haute autorité soviétique constater que "la décision concernant l'enfance abandonnée et délaissée s'accomplit faiblement", ce qui signifie certainement un accroissement du nombre des enfants abandonnés ; et voici qu'un haut magistrat nous annonce qu'au pays où "il est doux de vivre" les avortements doivent être punis de prison, exactement comme dans les pays capitalistes où il est triste de vivre. On voit d'avance qu' en URSS, comme en Occident, ce seront surtout les ouvrières, les paysannes, les domestiques, auxquelles il sera malaisé de dissimuler leur péché, qui tomberont entre les pattes des geôliers (...). "Nous avons besoin d'hommes", ajoute Soltz en fermant les yeux sur les enfants abandonnés. Des millions de travailleuses pourraient, si la bureaucratie n'avait mis sur leurs lèvres le sceau du silence, lui répondre : "Faites donc vous-mêmes des enfants!". Ces messieurs ont visiblement oublié que le socialisme devait éliminer les causes qui poussent la femme à l'avortement et non faire basement intervenir le policier dans la vie intime de la femme pour lui imposer les "joies de la maternité". »*

C'est ainsi que toutes les femmes d'aujourd'hui doivent répondre au curé, au flic, à l'homme qui, par bassesse se conforme et se soumet aux règles bourgeoises, surtout du fait que l'enfant ne sera pas pour lui un fardeau. Cela signifie que, dans la société bourgeoise, tout est effrayant quand tout dépend du capital; la limitation des naissances comme le fait de les favoriser, ne sert qu'à l'augmentation, des profits. C'est pour cela qu'il n'existe pas de médecine préventive dans la mesure où elle ne pourrait qu'impliquer toute la sphère sociale et productive et donc les fins que poursuit la classe qui détient le pouvoir. Avorter légalement n'est pas plus dangereux que de se faire arracher un dent légalement. Si l'extraction des dents était interdite, il y aurait des milliers de morts à cause des

pratiques dentaires clandestines. Sauf que, l'avortement étant lié au maintien de l'oppression de la femme au travers de la conservation de la famille, il doit être interdit et donc rendu mille fois plus dangereux.

## **\* SEUL LE COMMUNISME LIBÉRERA LA PLEINE INDIVIDUALITÉ ET SOCIALITÉ DE LA FEMME.**

Certes, l'avortement est un triste droit - comme le dit Trotsky - car des millions de femmes sont vraiment contraintes de renoncer aux "joies de la maternité", et chaque être humain souffre si une seule de ses activités organiques lui est interdite. Dans le socialisme, de la même façon qu'il sera possible de prévenir et de réduire au minimum les caries dentaires (pour s'en tenir à notre exemple), nous chercherons à prévenir les occasions d'avorter. Comme phase de transition, nous nous battons pour l'avortement libre et gratuit et nous l'appliquerons là où nous pourrions conquérir le pouvoir, pour le porter au moins au niveau d'une extraction dentaire légale.

Ce qui ne signifie pas "socialisme", mais réduction des souffrances de l'humanité prolétarienne, premier devoir de tout communiste.

Encore un mot sur ce sujet : on ne doit pas penser que le socialisme sera la soumission froide et mécanique des besoins individuels aux besoins généraux de la société qui se justifierait par la référence à "l'espèce". Si par exemple, nous décidions que dans le socialisme les femmes enfanteraient chaque fois que cela leur serait imposé par l'organisation socialiste, nous n'aurions pas avancé. Au contraire, c'est justement dans le socialisme que l'individu trouvera sa pleine réalisation même avec les inévitables différenciations personnelles, la pleine et libre expression de sa propre individualité; seul le socialisme pourra éliminer la contradiction entre individu et société.

Bebel écrit: « *Nous observons enfin que, dans la société de l'avenir, la condition de la femme sera bien différente et qu'elle ne se contentera pas de donner le jour à un grand nombre d'enfants, en en faisant un sacerdoce, mais elle tendra à l'inverse à jouir de son indépendance et sa liberté et non plus à consacrer la moitié ou les trois quarts de son plus bel âge, enceinte ou avec des enfants en bas âge. Il y a certainement peu de femmes qui ne désirent ardemment avoir d'enfants, mais d'un autre côté, la plus grande partie n'en désire qu'un nombre limité. Tous ces faits nous conduiront à réguler la population sans que nos malthusiens ne trouvent nécessaire d'essayer de le faire, sans abstinence nuisible à la santé et sans moyens contraceptifs rebutants.* »

C'est pourquoi dans l'Etat socialiste, les femmes seront libres d'avoir des enfants ou de ne pas en avoir ; il ne leur sera pas imposé d'avorter ou d'enfanter comme dans la société bourgeoise. La loi sur la libéralisation de l'avortement que défend le parti prolétarien ne sera pas "abrogée" à un certain moment, mais elle tombera spontanément en désuétude quand les conditions matérielles de l'organisation sociale le permettront; de la même façon, la famille bourgeoise s'éteindra, supplantée par la vie communautaire sous toutes ses formes. Les enfants ne pèseront plus sur les mères, mais les mères pourront rester avec leurs enfants si elles le veulent, exprimant enfin un sentiment maternel authentique, non plus produit par l'égoïsme envers sa descendance, non plus déformé par

la pratique obscène consistant à affamer les enfants des autres pour nourrir et engraisser les siens.

Alexandra Kollontai : « *Que les travailleuses mères se rassurent: la société communiste ne se dispose point à enlever l'enfant aux parents ni à arracher le bébé au sein de la mère; elle n'a pas davantage l'intention de recourir à des moyens de violence pour détruire la famille. Rien de semblable ! Telles ne sont point les visées de la société communiste, Que voyons-nous aujourd'hui? L'ancienne famille se décompose; elle s'affranchit petit à petit de tous les travaux domestiques qui étaient autant de piliers soutenant la famille en tant que famille. Le ménage? Il a également cessé d'être une nécessité. Les enfants? Les parents prolétaires sont hors d'état de les soigner; ils ne peuvent en assurer ni la subsistance ni l'éducation. Situation dont souffrent dans une mesure égale parents et enfants. La société communiste vient donc au devant de l'ouvrière et de l'ouvrier pour leur dire: vous êtes jeunes, vous vous aimez. Chacun a droit au bonheur. Vivez donc votre vie. Ne fuyez point le bonheur, n'ayez pas peur du mariage qui, pour l'ouvrier et l'ouvrière de la société capitaliste, était véritablement une chaîne. Surtout, ne craignez pas, sains et jeunes que vous êtes, de donner à la patrie ouvrière de nouveaux travailleurs, de nouveaux citoyens-fils. La société des travailleurs a besoin de nouvelles forces de travail, elle salue l'arrivée au monde de chaque nouveau-né. Ne vous inquiétez pas non plus de l'avenir de votre enfant: il n'aura ni faim ni froid, il ne sera ni malheureux ni abandonné à son propre sort comme ç'eût été le cas sous le régime capitaliste.*

*Une ration de subsistance, des soins pressés sont assurés à l'enfant et à la mère par la société communiste, par l'Etat des travailleurs, dès qu'un enfant vient au monde. Celui-ci sera nourri, il sera éduqué, il sera instruit par les soins de la patrie communiste, mais cette patrie-là se gardera bien de l'arracher à ceux des parents qui voudraient participer à l'éducation du petit. La société communiste prendra sur elle les charges que comporte l'éducation des enfants, mais les joies paternelles, les satisfactions maternelles, elle les laissera à ceux qui se montreront aptes à comprendre, à savourer ces joies. Peut-on appeler cela destruction de la famille par les voies de violence? ou séparation forcée de l'enfant et de la mère?*

*Il n'y a pas à dire: l'ancienne famille a fait son temps, l'Etat communiste n'y peut rien, ce sont les nouvelles conditions de la vie qui en sont la cause. La famille cesse d'être nécessaire à l'Etat, comme elle l'a été dans le passé; au contraire, elle détourne inutilement les travailleuses d'un travail plus productif et autrement sérieux. Elle n'est pas davantage nécessaire aux membres de la famille eux-mêmes puisque la tâche de l'éducation des enfants, qui incombait à la famille, passe de plus en plus de celle-ci à la collectivité. Mais, sur les ruines de l'ancienne famille, on verra bientôt surgir une forme nouvelle qui comportera des relations tout autres entre l'homme et la femme, et qui sera l'union d'affection et de camaraderie, l'union de deux membres égaux de la société communiste, tous deux libres, tous deux indépendants, tous deux travailleurs. Plus de "servitude" domestique des femmes! Plus d'inégalité au sein de la famille! Plus de crainte pour la femme de rester sans soutien ni aide, avec des petits sur les bras, si le mari l'abandonne. La femme de l'Etat communiste ne dépend plus de son mari, mais de son travail. Ce n'est pas son homme, ce sont ses bras d'ouvrière qui la nourrissent. Plus d'angoisse non plus pour le sort des enfants. C'est l'Etat des travailleurs qui s'en charge. On verra le mariage épuré de tout le côté matériel, de tous les calculs d'argent, cette plaie hideuse de la vie de famille de nos jours. Le mariage se transforme dès lors en*

*cette association sublime de deux âmes qui s'aiment, qui ont foi l'une dans l'autre, cette association qui promet à chaque travailleur et à chaque travailleuse, en même temps que la plus complète joie, le maximum de satisfaction qui puisse échoir à des êtres conscients d'eux-mêmes et de la vie qui les entoure. » ("La famille et l'Etat communiste", 1918).*

C'est avec cet hymne à l'amour et à la défense de la vie, exprimé non par d'hypocrites poètes bourgeois ni par des mercenaires natalistes, mais par des militants révolutionnaires dans le feu de la lutte que se conclut l'analyse des conditions des femmes dans la société bourgeoise et des revendications indispensables à leur émancipation ou mieux à l'affranchissement de l'humanité toute entière de la société capitaliste préhistorique. Préhistorique, car l'homme et la femme feront – et donc ne subiront plus - l' Histoire dans la société communiste uniquement. Il reste maintenant à voir comment le parti entend encadrer les masses exploitées pour les conduire dans la lutte révolutionnaire avec tout le prolétariat vers la conquête du pouvoir.

## **5- CONVERGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE ET DE LA LUTTE D'ÉMANCIPATION FÉMININE.**

Comme nous avons cherché à le montrer au cours de cet exposé, l'attitude pratique du parti vis-à-vis des revendications féminines est la même que celle qu'il soutient vis-à-vis des revendications salariales qui, en termes juridiques peuvent être définies comme le droit de manger, le droit à la survie, droits destinés à devenir le levier le plus puissant de la mobilisation révolutionnaire. La défense du salaire, que beaucoup nous reprochent comme de l'opportunisme, comme la reconnaissance de la société bourgeoise, n'est pas une tactique spéciale, étudiée au coin du feu pour les besoins de la cause, mais elle découle naturellement des buts du communisme: libérer les exploités du besoin; les revendications immédiates ont le double intérêt de mobiliser la classe entière sur des objectifs communs et de réduire leurs souffrances immédiates. Les prolétaires doivent manger tous les jours et ils ne doivent pas mourir sous la charge! C'est pourquoi ils doivent se battre pour des revendications immédiates dans une lutte défensive contre le capitalisme. C'est au cours de cette lutte, initialement défensive, que les prolétaires se rendront compte que, s'ils veulent affirmer de façon définitive leur droit à la vie, ils devront passer à l'attaque armée contre le régime lui-même pour abattre tous les moyens coercitifs, parmi lesquels se situe au premier chef l'Etat bourgeois, qui s'opposent à la satisfaction de leurs besoins. C'est bien pour cela qu'il n'y a aucune contradiction entre les revendications salariales indispensables à la survie quotidienne de millions d'hommes et le but final du communisme qui prévoit la fin de la forme salariale du travail et qui est l'emblème de cette exploitation.

C'est précisément pour ces raisons que l'engagement dans la lutte en vue d'obtenir ce qui est revendiqué par les exploités et par tous les opprimés au sein de la société bourgeoise sur le plan social n'est pas "opportuniste", même s'il s'agit de revendications que seul le communisme pourra vraiment réaliser. Cela n'est pas reconnaître la société bourgeoise, mais c'est bien plutôt une déclaration de principe: ou la bourgeoisie s'en tient aux devoirs qu'elle doit assumer liberté et égalité, ou elle doit se retirer.

En ce qui concerne la question féminine, la condition indispensable à ce sujet consiste en la

détermination de classe, en la prévision dès le départ de l'affrontement direct et armé contre les classes possédantes et leur régime, et c'est ce but pratique qui distinguera de façon inévitable les différentes strates et classes qui, apparemment, semblent agir dans un même mouvement. Même dans ce domaine, la revendication proposée ne doit pas être renvoyée à "après la révolution", justement parce que la révolution ne peut être que la mobilisation de tous les exploités, déterminée par l'impossibilité de la part de la bourgeoisie à satisfaire véritablement ces besoins. De la même façon on doit dire NON à la révolution par étapes, soutenue par tous ceux qui se contentent de "chiffons de lois" qui sont pourtant considérés par eux comme un progrès dans l'attente de l'olympes communiste, et nous nous opposons ainsi catégoriquement à la bourgeoisie, à ses esclaves opportunistes de droite et de gauche qui brandissent à grand bruit les mêmes revendications sociales de régime, mais nous le faisons dans un sens classiste et révolutionnaire. Bebel écrit:

*« Si donc ce travail n'avait d'autre but que celui de démontrer l'égalité de la femme avec l'homme dans la société d'aujourd'hui, je l'abandonnerais tout de suite. Mais il s'agit plutôt de trouver la voie pour aboutir à la solution du problème "complexe", puisqu'il tend non seulement à mettre sur la même plan juridiquement la femme et l'homme, mais aussi de la rendre économiquement libre et indépendante de lui et, dans la mesure du possible, lui donner une même éducation intellectuelle. Or, comme la solution entière à ce problème, étant donnés les événements sociaux et politiques actuels, est aussi impossible à résoudre que la question ouvrière (!), la méthode qui conduit à résoudre la question féminine sera la même que celle qui conduira à résoudre la question ouvrière. »*

Bebel conclut en reconnaissant que : *« ce que la société bourgeoise réclamait en vain, à savoir l'établissement de la liberté de l'égalité et de la fraternité ne pourra être à l'ordre du jour que dans le socialisme. »*

Clara Zetkin: *« Cette reconnaissance ne conduit pas Bebel à la conclusion erronée que la revendication de l'égalité de la part des femmes doit être ajournée jusqu'à la réalisation de l'Etat futur, même si cette fuite dans le temps aurait représenté un prétexte commode pour certains opportunistes peu avertis qui étaient présents dans les rangs de la social-démocratie. Pour confirmer cela, il y a le fait que Bebel, déjà en 1875, au Congrès pour l'unification qui s'est tenu à Gotha, avait inscrit dans le programme des revendications le droit de vote pour les deux sexes. Le premier dirigeant du prolétariat allemand mit en avant la lutte pour la pleine égalité du sexe féminin comme un élément de la lutte du prolétariat et comme une revendication à avancer. A cette lutte ne devait pas seulement participer le prolétariat masculin, mais devaient aussi participer les femmes, pour le socialisme et pour leur propre émancipation. »*

## **\* CRÉER UN MOUVEMENT DE MASSE SOUS LA DIRECTION DES COMMUNISTES.**

La conversation fameuse de Clara Zetkin avec Lénine en 1920 repropose la nécessité de cette lutte en général, mais elle met aussi en évidence qu'il ne s'agit pas que de combattre les thèses adverses comme le féminisme petit-bourgeois, etc..., mais avant tout de convaincre ces camarades qui, se cachant derrière un antiféminisme politique, ont du mal à accepter d'organiser immédiatement les femmes pour leur lutte d'émancipation. Il n'est pas indifférent que des



communistes dénoncent, que ce soit consciemment ou non peu importe, que, sur ce terrain, ils ont quelque chose à perdre, à savoir leur position privilégiée de mâle. Ce qui les rend "sincèrement" obtus et réticents à accepter la position du parti et les fait traiter de "féminisme" tout ce qui est proposé en faveur des femmes.

Lénine : « *Le travail d'agitation et de propagande parmi les femmes, la diffusion de l'esprit révolutionnaire parmi elles, sont souvent considérées comme des questions occasionnelles, comme des affaires qui ne regardent que les camarades femmes. Mais c'est vers ces camarades qu'on se retourne si le travail en ce sens n'est pas fait assez rapidement et énergiquement. Ce qui n'est pas une bonne chose. C'est du séparatisme en bonne et due forme, c'est du féminisme inversé! Qu'y a-t-il de faux à la-base de cette-attitude de nos sections nationales? En dernière analyse, il ne s'agit pas d'autre chose que d'une sous-évaluation de la femme et de son travail. C'est vraiment cela ! Malheureusement, on peut encore dire de beaucoup de nos camarades hommes: "grattez un communiste et vous y trouverez un philistin". Évidemment, il vous faudra gratter à l'endroit sensible; leur conception de la femme (et nous pouvons ajouter aujourd'hui; il ne s'agit pas tellement de la "conception" que beaucoup d'hommes ont de nos jours parce que, à les entendre dire, ils sont tous "féministes"- mais de toutes les habitudes qu'il faudrait bouleverser pour assister à un réveil classiste des femmes !).*

*Peut-il y avoir un preuve plus probante de cette réalité que le calme inébranlable avec lequel des hommes acceptent, comme allant de soi, le fait que ce soient les femmes qui s'usent dans le travail humiliant et monotone domestique, et qui gaspillent et perdent leur énergie et leur temps dans ce travail tout en y acquérant une mentalité mesquine et bornée et en perdant toute sensibilité, toute volonté ? Naturellement je ne fais pas allusion ainsi aux femmes de le bourgeoisie qui se déchargent sur les domestiques de la responsabilité de tout le travail de la maison, y compris l'éducation des enfants. Je fais référence à l'écrasante majorité des femmes, aux épouses des travailleurs, et à celles qui passent leur journée à l'usine. Il y a très peu d'hommes - même parmi les prolétaires - qui se rendent compte de la fatigue et de le peine qu'ils pourraient épargner à leurs femmes s'ils les aidaient. Mais non, cela est contraire aux "droits et à le dignité de l'homme" , ceux-ci veulent le paix et le confort. La vie domestique de la femme est constitué d'un sacrifice quotidien, fait de mille riens. La vieille suprématie de l'homme survit en secret (...). Notre travail de communistes parmi les femmes, notre travail politique comporte une bonne part de travail éducatif envers les hommes. Nous devons extirper totalement la vieille idée du "patron"! Dans le parti et parmi les masses. C'est un de nos devoirs politiques non moins urgent, important et nécessaire que de créer un noyau directeur d'hommes et de femmes, bien préparés théoriquement et pratiquement à développer parmi les femmes une activité de parti. »*

Comme on le voit, Lénine ne considérait pas la question féminine comme un accessoire de la lutte des classes; mais le principe de la pleine et réelle égalité des femmes, à tous les niveaux, constituait un des fondements indiscutables du communisme.

Lénine en arrive ensuite à décrire les grandes lignes de le tactique communiste envers la question féminine où la préoccupation majeure doit être celle de le nécessité de se distinguer de tous les autres partis et mouvements. Cela renvoie encore une fois eu classique enseignement "léniniste" selon lequel il n'y a pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire.

« Nous devons absolument créer un puissant mouvement féminin international, fondé sur une base théorique nette et précise (...). Il est clair que l'on ne peut avoir une bonne pratique sans théorie marxiste. Nous, communistes, devons faire observer sur une telle question nos principes dans toute leur clarté. Nous devons nettement nous distinguer de tous les autres partis. »

Lénine adresse un autre reproche au parti pour le retard qu'il manifeste dans la mise à l'ordre du jour de cette question ; il se réfère explicitement au II<sup>ème</sup> Congrès international qui, malheureusement n'a pas trouvé le temps de prendre position et il accuse la commission de faire traîner les choses.

« Elle doit élaborer une résolution, des thèses, une ligne précise. »

« Les thèses doivent mettre bien en évidence que c'est seulement avec le communisme que se réalisera la vraie liberté de la femme. Il faut souligner les liens indissolubles qui existent entre la position sociale et celle humaine de la femme: cela servira à tracer une ligne claire et indélébile de distinction entre notre politique et le féminisme. Ce point sera aussi la base sur laquelle il faudra traiter le problème de la femme comme partie intégrante de la question sociale, comme problème qui touche les travailleurs, pour le relier solidement avec la lutte de classe du prolétariat. »

Est ensuite confirmé le concept fondamental pour distinguer la position marxiste de celle bourgeoise, suivant lequel l'oppression de la femme et tous les problèmes en dérivant se ramènent à l'existence des classes: les femmes sont esclaves non seulement du fait de leur appartenance au sexe féminin, mais parce qu'elles sont privées d'indépendance économique et sociale dans la mesure où elles sont ancrées aux liens archaïques de l'économie domestique et de l'éducation des enfants.

« Le mouvement communiste féminin - poursuit Lénine - doit être un mouvement de masse, une partie du mouvement général de masse, non seulement du prolétariat, mais de tous les exploités et de tous les opprimés, de toutes les victimes du capitalisme et de toute forme d'esclavage (...). Aucune organisation particulière pour les femmes communistes: une femme communiste est tout autant membre du parti qu'un homme communiste. Il ne doit pas y avoir à leur sujet de dispositions particulières. Cependant, nous ne devons pas nous cacher le fait que le parti doit avoir des locaux, des groupes de travail, des commissions, des comités, des organes ou ce qui lui plaira, avec le devoir spécifique de réveiller les masses féminines, de maintenir avec elles les contacts et de les influencer. Il est évident que cela exige un travail systématique (...). Je ne me réfère pas seulement aux femmes prolétaires qui travaillent en usine ou à la maison. Les paysannes pauvres, les petites bourgeoises sont aussi victimes du capitalisme et le sont de façon encore plus forte depuis l'éclatement de la guerre. La mentalité antipolitique, antisociale, arriérée de ces femmes, l'isolement dans lequel les confine leur activité, tout leur mode de vie: ce sont des faits qu'il serait absurde, absolument absurde, de négliger. Nous avons besoin d'organismes appropriés pour conduire le travail parmi les femmes. CELA N'EST PAS DU FEMINISME: C'EST LA VOIE PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE. »

Ici Lénine résout la vieille question existant à l'intérieur du parti, (déjà dénoncée par Clara Zetkin) lequel n'affrontait pas pratiquement le problème, en se cachant derrière un faux purisme révolutionnaire: 1) Il doit y avoir un mouvement de masse féminin, influencé et dirigé par les

communistes, produit d'un travail spécifique de propagande, d'agitation et d'organisation des femmes opprimées; 2) dans, ce but, le parti doit préparer des instruments spécifiques d'élaboration et d'organisation pour le travail parmi les femmes qui, excluant les bourgeoises, comprennent non seulement les ouvrières et les prolétaires, mais aussi les paysannes pauvres et les petites bourgeoises. En fait, l'esclavage domestique et le fardeau des enfants pèsent et oppriment la grande majorité des femmes dont seulement une partie est insérée dans le travail industriel, c'est-à-dire au contact d'une ambiance de classe. C'est pourquoi les femmes, dans leur plus grande majorité, sont mille fois plus arriérées que les hommes car elles sont victimes du capitalisme et parce que, dans beaucoup de cas, l'homme lui-même, qu'il soit bourgeois ou prolétaire, se comporte envers elles en patron dans la sphère de la structure familiale et c'est au parti de les aider à prendre conscience de leur condition sociale d'opprimées et de les diriger et les organiser avec des objectifs spécifiques immédiats pour la lutte générale contre le capitalisme aux côtés de tout le prolétariat.

Lénine (la première partie de cette citation a été tirée du texte original de Clara Zetkin « Mémoires », étant données les déformations du texte italien édité par les Ed. Riuniti):

*« Le refus d'organisations différenciées pour notre travail parmi les masses féminines signifie un refus non différent de celui de nos plus radicaux et hautement moraux amis du Parti Communiste Ouvrier selon lesquels il devrait exister une forme organisationnelle unique: les syndicats ouvriers. Je les connais! Beaucoup de révolutionnaires atteints de confusionnisme se réclament des principes quand ils manquent d'idées, c'est-à-dire quand leur intelligence est fermée aux faits purs et simples, aux faits qui doivent être pris en considération, Mais comment les gardiens du "principe pur" peuvent-ils adapter leurs idées aux exigences de la politique révolutionnaire que comporte l'histoire actuelle? Toutes ces paroles s'en vont en fumée face aux nécessités inexorables. C'est seulement si des millions de femmes sont avec nous que nous pouvons exercer la dictature du prolétariat, que nous pouvons construire selon des directives communistes. Nous devons étudier pour trouver la bonne manière. C'est pourquoi il est juste de formuler des revendications en faveur des femmes: il ne s'agit pas d'un programme minimum, d'un programme de réforme dans le sens des sociaux-démocrates de la IIe Internationale. Ce n'est pas une reconnaissance de l'éternité ou pour le moins d'une longue durée du pouvoir de la bourgeoisie et de ses formes étatiques. Ce n'est pas une tentative de satisfaire les femmes avec des réformes et les éloigner du communisme, de la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit ni de cela ni d'autres trucs réformistes. Nous tirons nos exigences des conclusions pratiques que nous avons élaborées, sous la pression des faits, de l'humiliation honteuse de la femme et des privilèges de l'homme (...).*

*Naturellement, nous nous préoccupons non seulement du contenu de nos revendications, mais aussi de la façon dont nous les formulons. Naturellement, nous ne formulerons pas nos revendications pour les femmes comme si nous comptions mécaniquement nos points, selon les exigences du moment, luttant tantôt sur tel objectif, tantôt sur tel autre. Et naturellement, en ayant toujours à l'esprit les intérêts généraux du prolétariat (...). En d'autres termes, la lutte met en lumière la différence entre les autres partis et nous, met en lumière notre communisme. Cela nous assurera la confiance des masses féminines qui se sentent exploitées, asservies, opprimées par l'homme, par le patron, par toute la société bourgeoise.*

*Est-il bon de vous rappeler de nouveau que les luttes pour nos revendications en faveur des*

*femmes doivent être liées à la finalité de la prise du pouvoir et de la réalisation de la dictature du prolétariat?*

*C'est aujourd'hui notre objectif fondamental. Mais il ne suffit pas simplement de le formuler continuellement comme si nous soufflions dans les trompettes de Jéricho, car les femmes se sentent irrésistiblement attirées à nos luttes pour le pouvoir étatique. Non, non! Les femmes doivent prendre conscience du lien politique qui existe entre nos revendications et leurs souffrances, leurs besoins, leurs aspirations. Elles doivent comprendre ce que veut dire pour elles la dictature du prolétariat: égalité complète avec l'homme face à la loi et, dans la pratique, dans la famille, dans la société, la fin du pouvoir de la bourgeoisie .(...) Les attacher à notre cause au moyen d'une compréhension claire et d'une solide base organisationnelle est essentiel pour les partis communistes et pour leur triomphe. Mais ne nous laissons pas tromper. Nos sections nationales n'ont pas encore une vision claire du problème. Elles restent inertes alors qu'il leur incombe de devoir créer un mouvement de masse sous la direction des communistes. »*

De cette dernière affirmation, "créer un mouvement de masse sous la direction des communistes", on arrive aux thèses du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, qui réaliseront les aspirations de Lénine .En fait, nous trouverons finalement posées aussi les thèses sur la propagande et les méthodes d'agitation parmi les femmes, laissant ainsi une directive pratique précieuse, un point de référence pour le futur, et résolvant ainsi pour toujours l'aspect théorique de toute polémique à l'intérieur du parti.

### **\* POUR DIRIGER LES REVENDICATIONS FEMININES CONTRE L'ETAT BOURGEOIS.**

Les thèses - dont la clarté nous dispense de tout commentaire - se trouvent entièrement en appendice du travail que nous considérons comme un cadre complet - au moins dans ses lignes essentielles - de toute la question féminine dans la tradition marxiste. Nous voulons seulement mettre en relief deux points ( par rapport au féminisme bourgeois et par rapport au réformisme) sur lesquels il sera toujours nécessaire de revenir avec force: le PCI, le mouvement féministe actuel sont les mêmes adversaires contre lesquels s'expriment les thèses et avec lesquels le parti devra se mesurer dans la bataille future. Dans la partie dédiée aux "principes généraux » », aux points 4 e 5:

*« Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.*

*Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la société travailleuse; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes(...).*

*Le 3ème Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions "spécialement féminines"; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.*

*Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées. »*

La seconde partie examine la tactique du parti dans la confrontation aux institutions législatives bourgeoises, c'est-à-dire l'usage que doivent faire les communistes de ces institutions et les lois, précisément selon la tactique alors non encore réfutée par le parti du parlementarisme révolutionnaire. On met encore ici en évidence comment les revendications des droits formels ne sont pas une fin mais un moyen de mobilisation classiste. Dans le chapitre dédié au "travail politique du parti parmi les femmes des pays capitalistes", on lit:

*« Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du Parti Communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme, et en opposant au parlementarisme le régime soviétique. »*

Le troisième temps est encore plus intéressant parce que, si désormais le problème électoral n'existe plus, les communistes étant abstentionnistes, il reste toujours le problème des lois en faveur des exploités, comme par exemple la loi sur l'avortement - en ce qui concerne les femmes - plus qu'actuelle en Italie sur laquelle tous se sont prononcés en indiquant honteusement aux femmes d'aller voter en faveur des partis ou pour le referendum, pour ou contre. Les plus "à gauche, ou ceux qui se croient tels, ont parlé d'un "chiffon de loi", mais que c'était mieux que rien. En somme, chaque parti a vu la propagande parmi les femmes comme une pression pour pousser le plus en avant possible la réforme bourgeoise, s'alignant tous sur le plus vulgaire gradualisme.

Il y a cinquante ans, quand on entrait dans les institutions législatives, les communistes s'exprimaient ainsi:

*« Les commissions doivent veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.*

*Mais tout en participant aux institutions législatives, municipales, et aux autres organes de l'Etat bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la voie de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat. »*

Comme on le voit, la méthode communiste est complètement renversée: toutes les revendications

immédiates sont éphémères tant que dure le régime bourgeois. Elles ne peuvent avoir qu'une seule signification: partir de leur nécessité immédiate pour mobiliser tout le prolétariat et tous les opprimés dans un sens révolutionnaire, pour démontrer la nécessité de la dictature du prolétariat. D'autre part l'action directe du prolétariat est l'unique arme pour obtenir le plus d'avantages possible des épisodes particuliers de la lutte de classes. La loi des huit heures fut une victoire du prolétariat qui contraignit la bourgeoisie à cette "réforme". Les natalistes forcenés - pour prendre un exemple - et tout l'appareil réactionnaire apprêté contre l'avortement, ne seront pas éliminés par des batailles parlementaires ni par référendum. Ils ne disparaîtront que si les millions de femmes opprimées s'organisent pour les chasser de force.

Le journal "Compagna" était parfaitement aligné sur les thèses du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, témoignage pratique de l'importance que le parti accorde à l'organisation des masses féminines. En fait, c'est l'organe du PC d'Italie qui en 1922 s'occupait de la propagande parmi les femmes. On y trouve le salut de l'Internationale aux femmes travailleuses, qui s'adresse ainsi aux camarades femmes:

*« Vous devez être le porte-parole de ces femmes qui s'éveillent à la conscience de classe et qui commencent à se rendre compte de leur situation dans la société capitaliste. Vous devez les toucher avec un journal qu'elles comprennent, qui leur parle, qui s'adresse à elles (...). Votre journal, qui se propose de propager parmi les femmes l'idée de l'émancipation prolétarienne, gagnera rapidement la sympathie des masses féminines (...). Les femmes qui, outre les tâches de la famille, supportent le poids du travail professionnel qui crée du profit pour le capital, seront les premières à entendre votre appel. »*

Mais ce que nous trouvons particulièrement intéressant de mettre en évidence, c'est la fonction de propagande que le journal développe vis-à-vis de toutes les femmes qui ne travaillent pas. Il est évident que les travailleuses sont l'avant-garde des masses féminines opprimées, et ce n'est pas un hasard si le point a) des conclusions de la conférence nationale, reproduite par "Compagna" du 16 Avril 1922, dit que:

*« C'est un devoir primordial des femmes communistes que celui d'organiser syndicalement et d'intégrer dans les rangs du parti politique les femmes ouvrières. »* Mais au point b) il est dit aussi que : *« la propagande parmi les femmes prolétariennes se développe directement dans les syndicats où elles ont organisées, et le processus d'intégration de celles-ci dans le parti est facilité par les raisons mêmes pour lesquelles elles luttent dans le syndicat économique. Mais il y a une catégorie nombreuse de femmes (femmes à la maison, paysannes, petites bourgeoises) vers lesquelles l'œuvre de propagande et de rapprochement du parti communiste peut aboutir seulement par une action indirecte. Cette catégorie de femmes travailleuses peut être touchée, autrement qu'avec une œuvre de propagande avisée et spécifique, en suscitant chez elles l'intérêt autour des problèmes immédiats (vivres chers, logement, etc.). »*

Les thèses indiquent en fait la nécessité de *« réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de tout genre, de paysannes de femme sans profession (...). La propagande et l'agitation au moyen de réunions ou autres instances de ce genre doivent être complétées par une agitation dans le milieu familiale. Chaque communiste avec une telle charge devra rendre visite au plus à dix femmes dans*

*leur maison, mais devra le faire régulièrement, au moins une fois par semaine (...). Les sections devront créer et diffuser du matériel de propagande simple et qui convient: des brochures, et des tracts pour encourager et regrouper les forces féminines. »*

A ce propos, l'évaluation que le parti fait des femmes à la maison, couche nombreuse que l'on doit réussir à toucher et à organiser, nous semble importante:

*« Les femmes à la maison représentent encore une de ces catégories qui sont éloignées et quelquefois rétives à la lutte de la classe ouvrière. Elles ne connaissent pas la pesanteur épuisante des travaux monotones, des horaires exténuants, l'obstination des chefs, la discipline, l'exploitation ; c'est pourquoi le sentiment de rébellion contre l'offensive patronale est chez elles beaucoup plus atténué que dans les autres catégories de femmes salariées. Les femmes à la maison n'étant pas soumises à l'exploitation capitaliste directe, cela ne veut pas-dire leurs conditions de vie sont meilleures. Ce sont elles qui dirigent la maison, et c'est pourquoi elles doivent pourvoir à l'indispensable de la vie familiale, chose non facile quand, et c'est la condition de presque toutes les familles prolétariennes, les salaires ne sont pas suffisants. Elles doivent alors avoir recours à toutes les économies, se servir de tous les moyens, de tous les procédés, ne pas compter les renoncements, les sacrifices personnels pour que la barque familiale se maintienne à flot (...). Elles représentent une arme puissante dans les mains de la société bourgeoise qui s'en sert à merveille.*

*Ses émissaires, de la chaîne des églises, à travers les journaux, dans les conférences, recommandent continuellement aux femmes, au nom de leur paix familiale, de l'ordre collectif, de calmer les idées de rébellion de leurs hommes (...). Les femmes à la maison, qui souffrent toutes des douleurs dont souffre la classe prolétarienne doivent faire un effort pour sortir de la mesquinerie quotidienne et courante et s'élever vers les intérêts de leur propre classe. Il leur faudra délaisser un peu leurs intérêts personnels, alors que c'est leur préoccupation de tous les jours que de combler les brèches de leur budget domestique, et c'est là justement que l'offensive bourgeoise tentera d'élargir les brèches béantes que les femmes ne réussiront plus à combler. Les intérêts des femmes à la maison sont étroitement liés à ceux de la classe prolétarienne ; c'est pourquoi elles ne doivent pas en désertier les rangs. » (Compagna, juillet 1922).*

Le dernier article que nous voulons citer s'intitule "Préjugés". Il est adressé aux camarades hommes, à l'intérieur du parti. Il se propose l'œuvre de "rééducation" des hommes, dont parle le texte de Lénine que nous avons déjà cité, œuvre à laquelle les camarades dans beaucoup de cas, ne peuvent être exclus. Il parle des camarades qui précisément gênent le processus d'évolution des femmes elles-mêmes vers le parti. Mais il s'adresse aussi à ces camarades qui, faisant semblant de croire que l'arriération de la femme est un "choix moral" et le résultat de la futilité "congénitale" des femmes et non une condition matérielle d'oppression dont eux mêmes sont les principaux bénéficiaires, ne font rien, ni matériellement, ni spirituellement pour élever la femme elle-même au dessus de la pauvreté dans laquelle la vie domestique et les fatigues de mère les amènent. D'après Engels, dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme est le prolétaire. Pour abolir cette disparité sociale, il faut détruire la famille et donc la société capitaliste. Mais la libération du prolétaire particulier ou homme communiste de cette condition bourgeoise se trouve dans l'action immédiate vers la femme elle-même, pour l'aider par tous les moyens possibles à entrer dans la lutte sur un même pied d'égalité avec lui : l'ouvrier particulier appartient à sa classe seulement quand il

abandonne ses intérêts égoïstes d'individu pour embrasser ceux de tous ses camarades de travail et de lutte.

*« Les camarades, souvent, font en sorte que leurs femmes s'éloignent du groupe, avançant la raison que quand une femme forme une famille, il devient absurde qu'elle continue à être inscrite à un parti politique; qu'elle doit s'occuper de sa maison et qu'il ne devrait pas y avoir de femmes dans le parti, car elles sont faibles et non courageuses.*

*Tout cela est en opposition flagrante avec les principes communistes, vu que notre parti reconnaît que, sans la participation de l'élément féminin, le prolétariat réussira difficilement à accomplir une révolution victorieuse. Ces camarades ne voient pas la nécessité d'élever leurs femmes au dessus de leur misère, ils les considèrent comme rien; c'est un mal car, si tous les camarades conscients, qui respirent la loyauté, qui sont enthousiastes pour les idées qu'ils professent, sentaient l'impérieuse nécessité de communiquer leur enthousiasme à leurs épouses, aux compagnes de leur vie, s'ils éveillaient en elles, avec la foi qui les anime, l'indifférence morose qui fait des femmes des créatures éternellement soumises, en les incitant à entrer dans les rangs du Parti Communiste, en les intéressant au mouvement politique, en leur confiant des tâches importantes, en les traitant en égales, ils ne manqueraient pas de les convaincre de la justesse de notre cause.*

*Mais nous aussi, camarades femmes, nous avons des devoirs, nous devons jeter le plus loin possible les préjugés, la timidité, en nous rebellant contre les fausses convenances sociales, en nous rangeant aux côtés des camarades hommes pour combattre dans la lutte commune, en faisant valoir nos droits, en observant nos devoirs, en donnant au parti notre aide morale et matérielle. Ainsi bien des créatures harassées comme nous par le poids qui les opprime, les épuise, suivraient avec une sympathie certaine et fière notre voie de la libération, la nôtre, celle de nos enfants, celle de l'humanité subissante. »*

## **6- CONCLUSION.**

Pour conclure ce travail, nous voulons répéter avec insistance que nous n'avons pas voulu tracer une quelconque tactique pour concurrencer des partis ou des sectes en vue de manipuler les femmes opprimées, mais bien de mettre en évidence, tout comme pour la question ouvrière, la relation indissociable qui lie action immédiate et communisme.

Pour être plus précis, c'est bien en prévision du futur, d'une société sans classes qu'il a été possible à l'analyse marxiste, après avoir décrit l'évolution passée de la femme jusqu'à nos jours, de définir quelle est la pratique à suivre pour les mener à un tel but.

Sans la destruction des rapports de propriété, une véritable libération de la femme est impossible. C'est pourquoi l'opportunisme de droite, avec sa réforme de la famille, manifeste bien sa volonté de laisser inchangés les rapports entre les sexes - et par conséquent les rapports sociaux actuels -, de la même façon, le féminisme ne sort pas du cadre bourgeois en proposant de façon plus vive la libre concurrence entre les sexes avec toute la tartufferie qu'exprime "l'amour libre". En fait, le refus justifié de la famille monogamique - étant admise la possibilité matérielle pour beaucoup de femmes de s'y soustraire - amènerait selon cette idéologie, à un antagonisme généralisé qui



déplacerait les conflits existants entre les familles nucléaires vers les millions d'individus - hommes et femmes - devenus libres, oui! mais de s'entre-déchirer entre eux ou de se faire chanter mutuellement, aussi bien sur les plans social et économique que sexuel. C'est là le vrai sens de la révolution bourgeoise poussée dans ses conséquences logiques - à supposer que ça soit possible - et tel qu'il est revendiqué objectivement par le féminisme.

« Dans la société décrite dans notre programme révolutionnaire, le travail salarié, la propriété, le capital ne doivent pas être rendus communs mais supprimés, démantelés. », écrivons-nous dans les commentaires des Manuscrits de 1844. De ce texte nous tirons cette autre citation de Marx qui s'oppose au communisme grossier, au sujet de la communauté des femmes: « **En définitive, le mouvement qui consiste à opposer la propriété générale à la propriété privée, dénonce son caractère animal: au mariage (qui est indubitablement une forme de propriété privée EXCLUSIVE), on oppose LA COMMUNAUTÉ DES FEMMES, où la femme devient la propriété de la COMMUNAUTÉ, une propriété COMMUNE (...). De la même façon que la femme passe du mariage à la prostitution généralisée, de même le monde entier de la richesse, c'est-à-dire de l'essence objective de l'homme, passe du rapport de mariage exclusif avec le propriétaire au rapport de prostitution générale avec la communauté.** »

Tel est le communisme grossier prêché jusqu'à aujourd'hui par les petits bourgeois radicaux qui, sans détruire les rapports marchands qui enchaînent le monde tout entier, prétendent, en changeant les formes, arriver à l'autogestion, et concernant son corps, cela se traduit pour la femme par la pauvre tentative de se soustraire à la soumission atroce de la famille monogamique hiérarchisée.

La vision communiste n'est pas une solution intermédiaire entre ces deux courants bourgeois mais vise bien plus haut: elle prévoit non la généralisation de la prostitution des femmes, mais l'affirmation de l' "AMOUR comme un BESOIN DE TOUS" et donc l'avènement d'une société humaine qui rende caducs des rapports entre les sexes basée sur de mesquins calculs.

Pour en arriver là, il est nécessaire de libérer non pas l'individu - qu'il soit homme ou femme - mais la société tout entière de la forme capitaliste qui l'opprime en condamnant ces millions d'hommes à l'animalité la plus farouche, les mettant les uns contre les autres, dans toutes les sphères d'activité, et même dans le domaine sexuel où, presque toujours, l'amour de l'un signifie la misère morale et l'oppression de l'autre.

Dans la société actuelle, qui ne sait produire que des formes d'exploitation et de solitude intérieure de plus en plus exaspérées, où des millions d'hommes vivent proches physiquement mais étrangers les uns aux autres, la formidable définition de Marx sur la signification HUMAINE de l'amour, qui débouchera de la révolution victorieuse, rejaillit:

« *Si vous prenez l'homme en tant qu'homme, dans son rapport avec le monde, comme un rapport humain, vous ne pouvez alors que rendre l'amour à l'amour et la confiance à la confiance (...). Si tu m'aimes sans être aimé en retour, si ton amour ne sait pas provoquer un sentiment qui lui corresponde, si en manifestant ta vie d'homme qui aime, tu ne sais pas susciter l'amour, ton amour est impuissant, il s'appelle malheur.* »

## ARCHIVES

# THÈSES DU III ÈME CONGRÈS DE L' INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA PROPAGANDE PARMIS LES FEMMES (JUILLET 1921)

## Thèses pour la propagande parmi les femmes

### \* PRINCIPES GÉNÉRAUX

**1.** Le 3° Congrès de l'Internationale Communiste, conjointement avec la 2° Conférence Internationale des Femmes Communistes, confirme l'opinion du 1° et du 2° Congrès relativement à la nécessité pour tous les partis communistes d'Occident et d'Orient de renforcer le travail parmi le prolétariat féminin, et en particulier l'éducation communiste des grandes masses des ouvrières qu'il faut entraîner dans la lutte pour le pouvoir des soviets ou pour l'organisation de la République Ouvrière Soviétique.

Pour la classe ouvrière du monde entier et par conséquent pour les ouvrières, la question de la dictature du prolétariat devient primordiale.

L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productives ne peuvent plus se développer dans le cadre du régime capitaliste. L'impuissance de la bourgeoisie à faire renaître l'industrie, la misère grandissante des masses laborieuses, le développement de la spéculation, la décomposition de la production, le chômage, l'instabilité des prix, la cherté de la vie disproportionnée aux salaires, provoquent une recrudescence de la lutte de classes dans tous les pays. Dans cette lutte, il est surtout question de savoir qui doit organiser la production d'une poignée de bourgeois et d'exploiteurs, sur les bases du capitalisme et de la propriété privée, ou de la classe des vrais producteurs, sur la base communiste.

La nouvelle classe montante, la classe des vrais producteurs, doit, conformément aux lois du développement économique, prendre en mains l'appareil de production et créer les nouvelles formes économiques. C'est ainsi seulement qu'on pourra donner leur développement maximum aux forces productrices que l'anarchie de la production capitaliste empêche de donner tout le rendement dont elles sont capables.

Tant que le pouvoir est entre les mains de la classe bourgeoise, le prolétariat est impuissant à rétablir la production. Aucune réforme, aucune mesure, proposées par les gouvernements démocratiques ou socialistes des pays bourgeois ne seront capables de sauver la situation et d'alléger les souffrances insurmontables des ouvriers, car ces souffrances sont un effet naturel de la ruine du système économique capitaliste et persisteront tant que le pouvoir sera entre les mains de la

bourgeoisie. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat permettra à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et de s'assurer ainsi la possibilité de rétablir l'économie dans son propre intérêt.

Pour avancer l'heure de la rencontre décisive du prolétariat avec le monde bourgeois expirant, la classe ouvrière doit se conformer à la tactique ferme et intransigeante préconisée par la troisième Internationale. La réalisation de la dictature du prolétariat doit être à l'ordre du jour. C'est là le but qui doit définir les méthodes d'action et la ligne de conduite du prolétariat des deux sexes.

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les Etats capitalistes et que la construction du communisme est la tâche actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que sans l'appui des Partis Communistes, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

**2.** L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment avec une force particulière l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communisme ; il l'exige dans la mesure où la ruine économique mondiale devient de plus en plus intense et intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que devant le peuple laborieux de la Russie Soviétique se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

**3.** Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Eglise et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle l'inconscience des masses féminines a joué un si triste rôle, doit servir d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la République Soviétique a montré à l'œuvre combien est essentielle la participation de l'ouvrière et de la paysanne tant à la défense de la République pendant la guerre civile que dans tous les domaines de l'organisation soviétique. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République Soviétique, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes les formes de la contre-révolution, du sabotage. etc.

L'expérience de la République Ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des Partis Communistes : étendre l'influence du Parti et du communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays, au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes, pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

**4.** En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la Société travailleuse ; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera plus en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

**5.** Le 3<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions « spécialement féminines » ; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

**6.** La lutte de la femme contre sa double oppression : le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétique sous le drapeau de la III<sup>e</sup> Internationale.

**7.** En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la II<sup>e</sup> Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales II et 2 1/2 et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale 2 1/2, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

Les femmes doivent encore se rappeler que la II<sup>e</sup> Internationale n'a même pas essayé de créer un organisme destiné à la lutte pour l'affranchissement total de la femme. L'union internationale des femmes socialistes, dans la mesure où elle existe, a été établie en dehors du cadre de la II<sup>e</sup> Internationale, sur la propre initiative des ouvrières.

La III<sup>e</sup> Internationale a formulé clairement, dès son premier congrès en 1919, son attitude sur la question de la participation des femmes à la lutte pour la dictature du prolétariat. C'est sur son initiative et avec sa participation que fut convoquée la première conférence des femmes communistes et qu'en 1920 fut fondé le secrétariat international pour la propagande parmi les femmes, avec représentation permanente au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le devoir des ouvrières conscientes de tous les pays est de rompre avec la II<sup>e</sup> Internationale et avec l'Internationale 2 1/2 et de soutenir fermement la politique révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

**8.** L'appui que donneront à l'Internationale Communiste les ouvrières et les employées doit se manifester tout d'abord par leur entrée dans les rangs des Partis Communistes de leurs pays. Dans les pays et dans les Partis où la lutte entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale n'est pas encore terminée, le devoir des ouvrières est de soutenir de toutes leurs forces le parti ou le groupe qui suit la politique de l'Internationale Communiste et de lutter impitoyablement contre tous les éléments hésitants ou ouvertement traîtres, sans tenir compte d'aucune autorité. Les femmes prolétaires conscientes luttant pour leur affranchissement ne doivent pas rester dans un parti non affilié à l'Internationale Communiste.

Tout adversaire de la III<sup>e</sup> Internationale est un ennemi de l'affranchissement de la femme.

Chaque ouvrière consciente d'Occident et d'Orient doit se ranger sous le drapeau révolutionnaire de l'Internationale Communiste. Toute hésitation des femmes du prolétariat à briser avec les groupements opportunistes ou avec les autorités reconnues, retarde les conquêtes du prolétariat sur le champ de bataille de la guerre civile, qui prend le caractère d'une guerre civile mondiale.

### \* MÉTHODES D'ACTION PARMIS LES FEMMES

Partant des principes ci-dessus indiqués, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste établit que le travail parmi le prolétariat féminin doit être mené par les Partis Communistes de tous les pays sur les bases suivantes :

1. Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, conseils des anciens des usines, etc.)
2. Se rendre compte de l'importance qu'il y a à faire participer activement les femmes à toutes les branches de la lutte du prolétariat (y compris sa défense militaire), de l'édification des nouvelles bases sociales, de l'organisation de la production et de l'existence selon les principes communistes.
3. Reconnaître la maternité comme une fonction sociale, prendre et appliquer toutes mesures nécessaires à la défense de la femme dans sa qualité de mère.

Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité pour le Parti Communiste d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former dans tous les Partis Communistes des organes spéciaux chargés de ce travail.

En cela le Congrès est guidé par les considérations suivantes :

- 1<sup>o</sup> l'asservissement familial de la femme non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétique, dans la phase de transition du capitalisme au communisme.
- 2<sup>o</sup> la grande passivité et l'état politique arriéré des masses féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille.
- 3<sup>o</sup> les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.

Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, à commencer par le Comité Central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. Cette décision est obligatoire pour tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste indique comme tâches des Partis Communistes à accomplir par l'intermédiaire des sections pour le travail parmi les femmes :

1. Eduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les

rangs du Parti.

**2.** Combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes.

**3.** Affermir la volonté de l'ouvrière en l'utilisant dans la guerre civile sous toutes ses formes et aspects, éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage), à l'organisation de l'économie communiste et de l'existence en général dans les républiques soviétiques.

**4.** Mettre à l'ordre du jour du Parti et des institutions législatives les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère.

**5.** Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.

Tout le travail des sections féminines devra être fait sous la direction immédiate et sous la responsabilité des comités du Parti.

Parmi les membres de la commission ou de la direction des sections devront figurer aussi, dans la mesure du possible, des camarades communistes hommes.

Toutes les mesures et toutes les tâches qui s'imposent aux commissions et aux sections des ouvrières devront être réalisées par elles, d'une manière indépendante, mais dans les pays des Soviets par l'intermédiaire des organes économiques ou politiques respectifs (sections des Soviets, Commissariats, Commissions, Syndicats, etc.) et dans les pays capitalistes avec l'aide des organes correspondants du prolétariat (syndicats conseils, etc.).

Partout où des Partis Communistes ont une existence légale ou semi-légale, ils doivent former un appareil illégal pour le travail parmi les femmes. Cet appareil doit être subordonné et adapté à l'appareil illégal du parti dans son ensemble. Là, comme dans l'appareil légal, chaque Comité doit comprendre une camarade, chargée de diriger la propagande illégale parmi les femmes.

Dans la période actuelle, les syndicats professionnels et de production doivent être pour les Partis Communistes le terrain fondamental du travail parmi les femmes, tant pour les pays où la lutte pour le renversement du joug capitaliste n'est pas encore terminée que dans les républiques ouvrières soviétiques.

Le travail parmi les femme doit être mené dans l'esprit suivant : unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le Parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.

## \* LE TRAVAIL POLITIQUE DU PARTI PARMIS LES FEMMES DANS LES PAYS DE RÉGIME SOVIÉTIQUE

Le rôle des sections dans les républiques soviétiques consiste à éduquer les masses féminines dans l'esprit du communisme en les entraînant dans les rangs du Parti Communiste ; il consiste encore à développer l'activité, l'initiative de la femme en l'attirant dans le travail de construction du communisme et en en faisant un ferme défenseur de l'Internationale Communiste.

Les sections doivent par tous les moyens faire participer la femme à toutes les branches de l'organisation soviétique, depuis la défense militaire de la République jusqu'aux plans économiques les plus compliqués.

Dans la République Soviétique, les sections doivent veiller à l'application des décisions du 3<sup>e</sup> Congrès des Soviets concernant la participation des ouvrières et des paysannes à l'organisation et à la construction de l'économie nationale, ainsi qu'à tous les organes dirigeants et administratifs, contrôlant et organisant la production.

Par l'intermédiaire de leurs représentants et par les organes du Parti, les sections doivent collaborer à l'élaboration de nouvelles lois et à la modification de celles qui doivent être transformées en vue de l'affranchissement réel de la femme. Les sections doivent faire preuve d'initiative particulière pour le développement de la législation protégeant le travail de la femme et des mineurs.

Les sections doivent entraîner le plus grand nombre possible d'ouvrières et de paysannes dans les campagnes pour l'élection des Soviets et veiller à ce que parmi les membres de ceux-ci et des Comités Exécutifs soient aussi élues des ouvrières et des paysannes.

Les sections doivent favoriser le succès de toutes les campagnes politiques et économiques menées par le Parti.

C'est encore le rôle des sections de veiller au perfectionnement et à la spécialisation du travail féminin par l'expansion de l'enseignement professionnel, en facilitant aux ouvrières et aux paysannes l'accès des établissements correspondants.

Les sections veilleront à l'entrée des ouvrières dans les commissions pour la protection du travail fonctionnant dans les entreprises et au renforcement de l'activité des commissions de secours et de protection de la maternité et de l'enfance.

Les sections faciliteront le développement de tout le réseau d'établissements publics comme orphelinats, blanchisseries, ateliers de réparations, institutions d'existence sur les nouvelles bases communistes, allégeront pour les femmes le fardeau de l'époque de transition, amèneront leur indépendance matérielle et feront de l'esclave domestique et familial la libre collaboratrice du créateur des nouvelles formes de vie.

Les sections devront faciliter l'éducation des femmes membres des syndicats dans l'esprit du communisme par l'intermédiaire des organisations pour le travail parmi les femmes, constituées par les fractions communistes des syndicats.

Les sections veilleront à ce que les ouvrières assistent régulièrement aux réunions des déléguées



d'usines et de fabriques.

Les sections répartiront systématiquement les déléguées du Parti comme stagiaires dans les différentes branches de travail : soviets, économie nationale, syndicats.

### **\* DANS LES PAYS CAPITALISTES**

Les tâches immédiates des commissions pour le travail parmi les femmes sont déterminées par les conditions objectives. D'une part : la ruine de l'économie mondiale, l'aggravation prodigieuse du chômage, ayant pour conséquences particulières la diminution de la demande de main-d'œuvre féminine et l'augmentation de la prostitution, de la cherté de la vie, de la crise du logement, de la menace de nouvelles guerres impérialistes ; d'autre part : les incessantes grèves économiques dans tous les pays, les tentatives renouvelées de soulèvement armé du prolétariat, l'atmosphère de plus en plus étouffante de la guerre civile s'étendant sur le monde entier, tout cela apparaît comme le prologue de l'inévitable révolution sociale mondiale.

Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du Parti Communiste, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes coalitionnistes.

Les commissions veilleront, non seulement à ce que les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations ouvrières de lutte de classes, en combattant toute séparation et toute particularisation de l'ouvrière, mais encore à ce que les ouvrières soient élues à l'égal des ouvriers dans les organes dirigeants des syndicats et des coopératives.

Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du Parti Communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme, et en opposant au parlementarisme le régime soviétique.

Les commissions devront aussi veiller à ce que les ouvrières, les employées et les paysannes prennent une part active et consciente aux élections des soviets révolutionnaires, économiques et politiques de délégués ouvriers. Elles s'efforceront d'éveiller l'activité politique chez les ménagères et de propager l'idée des Soviets particulièrement parmi les paysannes.

Les commissions consacreront la plus grande attention à l'application du principe « à travail égal, salaire égal ».

Les commissions devront entraîner les ouvrières dans cette campagne par des cours gratuits et accessibles à tous et de nature à relever la valeur de la femme.

Les commissions doivent veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.

Mais tout en participant aux institutions législatives, municipales et aux autres organes de l'Etat bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti.

Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les commissions doivent dans les Parlements et dans les municipalités rester en contact étroit dans les fractions communistes et délibérer en commun sur tous les projets relatifs aux femmes. Les commissions devront expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés, le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants, en groupant les forces des ouvrières sur les questions de l'amélioration réelle de l'existence de la classe ouvrière, questions soulevées par le Parti.

Les commissions devront favoriser l'entraînement dans le Parti Communiste des ouvrières, membres des syndicats, et les fractions communistes de ces derniers devront détacher dans ce but des organisateurs pour le travail parmi les femmes agissant sous la direction du Parti et les sections locales.

Les commissions d'agitation parmi les femmes devront diriger leur propagande de telle sorte qu'elles obtiennent que les femmes prolétaires répandent dans les coopératives l'idée du communisme et, en pénétrant dans la direction de ces coopératives, arrivent à les influencer et à les gagner, étant donné que ces organisations auront une très grande importance comme organes de répartition pendant et après la révolution. Tout le travail des commissions doit tendre vers ce but unique : le développement de l'activité révolutionnaire des masses afin de hâter la révolution sociale.

### **\* DANS LES PAYS ÉCONOMIQUEMENT ARRIÉRÉS (L'ORIENT)**

Le Parti Communiste de concert avec les sections doit obtenir dans les pays à faible développement industriel la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de la femme dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations de la classe ouvrière.

Les sections et les commissions doivent lutter contre les préjugés, les mœurs et les habitudes religieuses pesant sur la femme et mener la propagande parmi les hommes aussi.

Le Parti Communiste et ses sections ou commissions doivent appliquer les principes de l'égalité des droits de la femme dans l'éducation des enfants, dans les rapports familiaux et dans la vie publique.

Les sections chercheront appui pour leur travail avant tout dans la masse des ouvrières travaillant à domicile (petite industrie), des travailleuses des plantations de riz, de coton et autres, en favorisant la formation partout où elle est possible (et en premier lieu parmi les peuples de l'Orient vivant dans les confins de la Russie Soviétique), d'ateliers corporatifs, de coopératives de petite industrie, et en facilitant ainsi partout l'entrée des ouvrières des plantations dans les syndicats.

Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays. Les commissions doivent donc favoriser le développement des écoles pour adultes et pour enfants et en rendre l'accès facile aux

femmes. Dans les pays bourgeois, les commissions doivent mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.

Partout où il est possible de le faire, les sections et les commissions doivent mener la propagande à domicile, elles doivent organiser des clubs d'ouvrières et y attirer celle-ci, et en général les éléments féminins les plus arriérés. Les clubs doivent être des foyers de culture et d'instruction et des organisations modèles montrant ce que peut faire la femme pour son propre affranchissement et son indépendance (organisation de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles primaires pour adultes, etc.).

Chez les peuples menant une vie nomade il faudra organiser des clubs ambulants.

Les sections doivent, de concert avec les Partis, dans les pays de régime soviétique, contribuer à faciliter la transition de la forme économique capitaliste à la forme de production communiste, en plaçant l'ouvrière devant cette réalité évidente que l'économie domestique et la famille, telles qu'elles étaient jusqu'à présent, ne peuvent que l'asservir tandis que le travail collectif la libérera.

Parmi les peuples orientaux vivant en Russie Soviétique, les sections doivent veiller à ce que soit appliquée la législation soviétique égalisant la femme dans ses droits par rapport à l'homme et défendant ses intérêts. Dans ce but, les sections doivent faciliter aux femmes l'accès aux fonctions de jurés dans les tribunaux populaires.

Les sections doivent également faire participer la femme aux élections aux Soviets, et veiller à ce que les ouvrières et les paysannes entrent dans les Soviets et les Comités Exécutifs. Le travail parmi le prolétariat féminin de l'Orient doit être mené sur la plate-forme de la lutte de classes. Les sections révéleront l'impuissance des féministes à trouver une solution aux différentes questions de l'affranchissement de la femme ; elles utiliseront les forces intellectuelles féminines (par ex. les institutrices) pour répandre l'instruction dans les pays soviétiques de l'Orient. Tout en évitant les attaques grossières et sans tact aux croyances religieuses et aux traditions nationales, les sections et les commissions travaillant parmi les femmes de l'Orient, devront nettement lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits.

Toute l'organisation des ouvrières doit être basée, en Orient tout comme en Occident, non pas sur la défense des intérêts nationaux, mais sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.

La question du travail parmi les femmes d'Orient, étant de grande importance et en même temps présentant un nouveau problème pour les partis communistes, doit être détaillée par une instruction spéciale sur les méthodes de travail parmi les femmes de l'Orient, appropriées aux conditions des pays orientaux. L'instruction sera adjointe aux thèses.

## **\* MÉTHODES D'AGITATION ET DE PROPAGANDE**

Pour accomplir la mission fondamentale des sections, c'est-à-dire l'éducation communiste des grandes masses féminines du prolétariat et le renforcement des cadres des champions du communisme, il est indispensable que tous les Partis Communistes d'Orient et d'Occident s'assimilent le principe fondamental du travail parmi les femmes, qui est celui-ci : « Agitation et

propagande par le fait ».

Agitation par le fait veut dire avant tout : action pour éveiller l'initiative de l'ouvrière, détruire son manque de confiance en ses propres forces et, en l'entraînant au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, pour lui apprendre à comprendre par la réalité que toute conquête du Parti Communiste, toute action contre l'exploitation capitaliste, est un progrès soulageant la situation de la femme. « De la pratique à l'action, à la reconnaissance de l'idéal du communisme et de ses principes théoriques », telle est la méthode avec laquelle les Partis Communistes et leurs sections féminines devront aborder les ouvrières.

Pour être réellement des organes d'action et pas seulement de propagande orale, les sections féminines doivent s'appuyer sur les noyaux communistes des entreprises et des ateliers et charger, dans chaque noyau communiste, un organisateur spécial du travail parmi les femmes de l'entreprise ou de l'atelier.

Avec les syndicats, les sections devront entrer en rapports par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs organisateurs, désignés par la fraction communiste du syndicat et menant leur travail sous la direction des sections.

La propagande de l'idée communiste par le fait consiste, dans la Russie des Soviets, à faire entrer l'ouvrière, la paysanne, la ménagère et l'employée dans toutes les organisations soviétiques, en commençant par l'armée et la milice et en finissant par toutes les institutions visant à l'affranchissement de la femme : alimentation publique, éducation sociale, protection de la maternité, etc. Une tâche particulièrement importante, c'est la restauration économique sous toutes ses formes, à laquelle il faut entraîner l'ouvrière.

La propagande par le fait dans les pays capitalistes tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes, qui trempent et élèvent la volonté et la conscience révolutionnaires, dans toutes les formes du travail politique, dans le travail illégal (particulièrement dans les services de liaison) dans l'organisation des samedis et des dimanches communistes, par lesquels les ouvrières sympathisantes, les employées apprendront à se rendre utiles au Parti, par le travail volontaire.

Le principe de la participation des femmes à toutes les campagnes politiques, économiques ou morales entreprises par le Parti Communiste sert également le but de la propagande par le fait. Les organes de propagande parmi les femmes auprès des Partis communistes doivent étendre leur activité dans des catégories de plus en plus nombreuses de femmes socialement exploitées et enchaînées dans les pays capitalistes et, parmi les femmes des Etats soviétiques affranchir leur esprit enchaîné par des superstitions et des survivances du vieil ordre social. Ils devront s'attacher à tous les besoins et à toutes les souffrances, à tous les intérêts et à toutes les revendications par lesquelles les femmes se rendront compte que le capitalisme devra être écrasé comme leur ennemi mortel et que les voies doivent être frayées au communisme, leur libérateur.

Les sections doivent mener méthodiquement leur agitation et leur propagande par la parole, en organisant des réunions dans les ateliers et des réunions publiques soit pour les ouvrières et employées de différentes branches d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de

toutes branches, par quartiers, rayons de la ville, etc.

Les sections doivent veiller à ce que les fractions communistes des syndicats, des associations ouvrières, des coopératives élisent des organisateurs et agitateurs spéciaux pour faire le travail communiste dans les masses féminines des syndicats, coopératives, associations. Les sections doivent veiller à ce que dans les Etats Soviétiques, les ouvrières soient élues aux conseils d'industrie et à tous les organes chargés de l'administration, du contrôle et de la direction de la production. Bref, les ouvrières doivent être élues à toutes les organisations qui, dans les pays capitalistes, servent aux masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la conquête de pouvoir politique ou, dans les Etats Soviétiques, servent à la défense de la dictature du prolétariat et à la réalisation du communisme.

Les sections doivent déléguer des femmes communistes éprouvées dans les industries, les plaçant comme ouvrières ou comme employées là où un grand nombre de femmes travaillent, comme cela est pratiqué en Russie Soviétique ; on installe aussi ces camarades dans de grandes circonscriptions et centres prolétariens.

Suivant l'exemple du Parti Communiste de la Russie Soviétique, qui organise des réunions de délégués et des conférences de déléguées sans parti, lesquelles ont toujours un succès considérable, les sections féminines des pays capitalistes doivent organiser des réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de toutes sortes, paysannes, ménagères, réunions qui s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses et qui doivent élire des comités ad-hoc, approfondir les questions soulevées en contact permanent avec leurs mandataires et les sections féminines du parti. Les sections doivent envoyer leurs orateurs prendre part aux discussions dans les réunions des partis hostiles au communisme.

La propagande et l'agitation au moyen des réunions et d'autres institutions semblables doivent être complétées par une agitation méthodique et prolongée poursuivie dans les foyers. Toute communiste chargée de cette besogne devra visiter tout au plus dix femmes à domicile, mais elle devra le faire régulièrement, au moins une fois par semaine et à chaque action importante des Partis Communistes et des masses prolétariennes.

Les sections doivent créer et répandre une littérature simple, convenable, de brochures et feuilles volantes de nature à exhorter et à grouper les forces féminines.

Les sections doivent veiller à ce que les femmes communistes utilisent de la manière la plus active toutes les institutions et moyens d'instruction du Parti. Afin d'approfondir la conscience et de tremper la volonté des communistes encore retardataires et des femmes laborieuses s'éveillant à l'activité, les sections doivent les inviter aux cours et discussions du Parti. Des cours séparés, des soirées de lecture et de discussion pour les ouvrières seules, peuvent être organisés seulement en cas d'exception.

Afin de développer l'esprit de camaraderie entre ouvrières et ouvriers, il est désirable de ne point créer de cours et d'écoles spéciales pour les femmes communistes ; dans chaque école du Parti, il doit obligatoirement y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes. Les sections ont le droit de déléguer un certain nombre de leurs représentantes aux cours généraux du Parti.

## \* STRUCTURE DES SECTIONS

Des commissions pour le travail parmi les femmes seront organisées auprès des comités régionaux et de district et enfin auprès du Comité Central du Parti.

Chaque pays décide lui-même des membres de la section. C'est de même au parti des différents pays qu'est donnée la liberté de fixer selon les circonstances le nombre des membres de la section appointés par le Parti.

La directrice de la section devra être en même temps membre du Comité local du Parti. Au cas où ce cumul ne se rencontrerait pas, elle devra assister à toutes les séances du Comité avec voix délibérative sur les questions concernant la section des femmes, et voix consultative sur toutes les autres questions.

Outre les tâches générales énumérées ci-dessous, incombant aux sections et aux commissions locales, elles seront chargées des fonctions suivantes : maintien de la liaison entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunions d'information sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunions d'information sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections, fourniture de littérature à la région ou province ; distribution des forces d'agitation, mobilisation des forces du Parti pour le travail parmi les femmes ; convocation au moins deux fois par an de conférences régionales des femmes communistes, des représentantes des sections à raison de une à deux par section, enfin organisation de conférence d'ouvrières et de paysannes sans-parti.

Les sections régionales (de province) se composent de cinq à sept membres, les membres du Bureau sont nommés par le Comité correspondant du Parti sur présentation de la directrice de la section ; celle-ci est élue de même que les autres membres du comité de district ou de province à la conférence correspondante du Parti.

Les membres des sections ou des commissions sont élues à la conférence générale de la ville, du district ou de la province, ou encore sont nommées par les sections respectives en contact avec le Comité du Parti. La commission Centrale pour le travail parmi les femmes se compose de 2 à 5 membres dont une au moins est payée par le Parti.

Outre toutes les fonctions énumérées plus haut pour les sections régionales, la Commission centrale aura encore les tâches suivantes : instructions à donner aux localités et à leurs militantes ; contrôle du travail des sections, répartition, en contact avec les organes correspondants du Parti, des forces menant le travail parmi les femmes, contrôle par l'intermédiaire de leur représentant ou de leur chargé de pouvoir des conditions et du développement du travail féminin sur la base des transformations juridiques ou économiques nécessaires dans la situation de la femme ; participation des représentants, des chargés de pouvoir, aux commissions spéciales étudiant l'amélioration de l'existence de la classe ouvrière, de la protection du travail, de l'enfance, etc. ; publication d'une « feuille » centrale et rédaction de journaux périodiques pour les ouvrières ; convocation au moins une fois par an des représentantes de toutes les sections provinciales, organisation d'excursions de propagande à travers tout le pays, envoi d'instructeurs du travail parmi les femmes ; entraînement

des ouvrières a participer dans toutes les sections à toutes les campagnes politiques et économiques du Parti ; liaison permanente avec le secrétariat international des femmes communistes et célébration annuelle de la journée internationale de l'ouvrière.

Si la directrice de la section des femmes auprès du Comité Central n'est pas membre de ce Comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances avec voix délibérative sur les questions concernant la section, avec voix consultative sur toutes les autres. Elle est ou bien nommée par le Comité Central du Parti ou bien élue au congrès général de ce dernier. Les décisions et les arrêts de toutes les commissions doivent être confirmés par le Comité respectif du Parti.

### \* LE TRAVAIL À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

La direction du travail des Partis Communistes de tous les pays, la réunion des forces ouvrières, la solution des tâches imposées par l'Internationale Communiste et l'entraînement des femmes de tous les pays et de tous les peuples dans la lutte révolutionnaire pour le Pouvoir des Soviets et la dictature de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, incombent au secrétariat international féminin auprès de l'Internationale Communiste.

Le nombre des membres de la Commission Centrale et le nombre des membres avec voix délibérative sont fixés par le Comité Central du Parti.

## **Résolution concernant les relations internationales des femmes communistes et le secrétariat féminin de l'Internationale Communiste**

(adoptée dans la séance du 12 juin, après le rapport de la camarade Kollontai et après l'amendement de la camarade Zetkin.)

La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes propose aux partis communistes de tous les pays d'Occident et d'Orient de faire élire par leur Section Centrale Féminine, suivant les directives de la III<sup>e</sup> Internationale, des correspondantes internationales. Le rôle de la correspondante de chaque parti communiste est, comme les « directives » l'indiquent, d'entretenir des rapports réguliers avec les correspondantes internationales des autres pays ainsi qu'avec le Secrétariat International Féminin de Moscou qui est l'organe de travail de l'Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale. Les Partis Communistes doivent fournir aux correspondantes internationales tous les moyens techniques et toutes les possibilités de communiquer entre elles, et avec le secrétariat de Moscou. Les correspondantes internationales se réunissent une fois tous les six mois pour délibérer et échanger des vues avec les représentants du Secrétariat Féminin International. Cependant, en cas de nécessité, ce dernier peut réunir cette conférence en tout temps.

Le Secrétariat International Féminin accomplit, d'accord avec l'Exécutif, et en contact étroit avec

les correspondantes internationales des différents pays, les tâches fixées par les « directives ». Ce qu'il doit surtout faire, c'est hâter, dans chaque pays, par le conseil et l'action, le développement du mouvement féminin communiste – encore faible – et donner une direction unique au mouvement féminin de tous les pays d'Occident et d'Orient, provoquer et orienter sous la direction et avec l'appui énergétique des communistes, des actions nationales et internationales de nature à intensifier et à étendre sous la poussée des femmes la lutte révolutionnaire du prolétariat. Le Secrétariat Féminin International de Moscou devra s'adjoindre en Occident un organe auxiliaire afin de s'assurer une liaison plus étroite et plus régulière avec les mouvements communistes féminins de tous les pays. Cet organe aura à faire les travaux préparatoires et supplémentaires pour le Secrétariat International, c'est-à-dire qu'il sera purement exécutif, et n'aura pas le droit de décider quoi que ce soit. Il est lié par les décisions et les indications du Secrétariat Général de Moscou et de l'Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale. Avec l'organe auxiliaire de l'Europe Occidentale, doit collaborer au moins une représentante du Secrétariat Général.

Pour autant que la constitution et le champ d'activité du Secrétariat ne sont pas fixés par les « directives », ces questions seront réglées par l'Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale d'accord avec le Secrétariat Féminin International, de même que la composition, la forme et le fonctionnement de l'organe auxiliaire.

---

## **Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes**

(adoptée dans la séance du 13 juin, après le rapport de la camarade Kollontai.)

La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes tenue à Moscou déclare :

L'écroulement de l'économie capitaliste et de l'ordre bourgeois reposant sur cette économie, de même que le progrès de la révolution mondiale font de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et pour l'établissement de la dictature une nécessité de plus en plus vitale et impérieuse, pour le prolétariat de tous les pays où ce régime règne encore, un devoir qui ne pourra s'accomplir que lorsque les femmes laborieuses prendront part à cette lutte d'une manière consciente résolue et dévouée.

Dans les pays où le prolétariat a déjà conquis le pouvoir d'Etat et établi sa dictature sous la forme des soviets, comme en Russie et en Ukraine, il ne sera pas à même de maintenir son pouvoir contre la contre-révolution nationale et internationale et de commencer l'édification du régime communiste libérateur, aussi longtemps que les masses ouvrières féminines n'auront pas acquis la conscience nette et inébranlable que la défense et l'édification de l'Etat doivent être aussi leur œuvre.

La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes propose par conséquent aux partis de tous les pays conformément aux principes et aux décisions de la III<sup>e</sup> Internationale de se mettre à



l'œuvre avec la plus grande énergie afin de réveiller les masses féminines, de les rassembler, de les instruire dans l'esprit du communisme, de les entraîner dans les rangs des Partis Communistes, et de renforcer constamment et résolument leur volonté d'action et de lutte.

Pour que ce but soit atteint, tous les partis adhérant à la III<sup>e</sup> Internationale doivent former dans tous leurs organes et institutions, à commencer par les plus inférieurs, jusqu'aux plus élevés, des sections féminines présidées par un membre de la direction du parti, dont le but sera le travail d'agitation, d'organisation et d'instruction parmi les masses ouvrières féminines, et qui auront leurs représentants dans toutes les formations administratives et directrices des partis. Ces sections féminines ne forment pas des organisations séparées ; elles ne sont que des organes de travail chargées de mobiliser et instruire les ouvrières en vue de la lutte pour la conquête du pouvoir politique, et aussi en vue de l'édification du communisme. Elles agissent dans tous les domaines et en tout temps sous la direction du parti, mais possèdent aussi la liberté de mouvement nécessaire pour appliquer les méthodes et formes de travail et pour créer les institutions qui sont réclamées par les caractères spéciaux de la femme et sa position particulière toujours subsistante dans la société et dans la famille.

Les organes féminins des partis communistes doivent toujours avoir conscience, dans leur activité, du but de leur double tâche :

- 1.** Entraîner des masses féminines toujours plus nombreuses, plus conscientes et plus fermement décidées dans la lutte de classe révolutionnaire de tous les opprimés et exploités contre le capitalisme et pour le communisme.

- 2.** En faire après la victoire de la révolution prolétarienne, les collaboratrices conscientes et héroïques de l'édification communiste. Les organes féminins du parti communiste doivent dans leur activité se rendre compte que les moyens d'agitation et d'instruction ne sont pas les discours et les écrits, mais qu'il faut également apprécier et utiliser comme les moyens les plus importants : la collaboration des femmes communistes organisées dans tous les domaines de l'activité – lutte et édification – des partis communistes ; la participation active des femmes ouvrières à toutes les actions et luttes du prolétariat révolutionnaire, aux grèves, aux insurrections générales, aux démonstrations de rue et révoltes à main armée.